

JUIN - JUILLET 2007



Tadjikistan et OSCE :

Célébration du dixième anniversaire de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale

Douchanbé et Vienne : l'esprit de partenariat se porte bien

La Présidence espagnole et l'Asie centrale :

Engagement commun en faveur d'une communauté de valeurs

Exploitation du vaste potentiel du Tadjikistan





Le Magazine de l'OSCE, qui est également disponible en ligne, est publié en anglais et en russe par la Section de la presse et de l'information de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Les

opinions exprimées dans les articles sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de l'OSCE et de ses États participants.

Rédaction : Patricia N. Sutter

Rédacteurs contributeurs : Michael Unland, William Pryor et Alexander Sadikov

Conception : Nona Reuter

Impression : Manz Crossmedia

Veillez envoyer vos commentaires et contributions à :
osce-magazine-at@osce.org

Section de la presse et de l'information

Secrétariat de l'OSCE

Kärntner Ring 5-7

A-1010 Vienne (Autriche)

Tél.: (+43-1) 514 36-278

Fax: (+43-1) 514 36-105

L'Organisation pour la sécurité et la coopération est un organisme paneuropéen de sécurité dont les 56 États participants couvrent une région géographique s'étendant de Vancouver à Vladivostok.

Présidence de l'OSCE en 2007 : Espagne

Structures et institutions de l'OSCE

Conseil permanent de l'OSCE, *Vienne*

Forum pour la coopération en matière de sécurité, *Vienne*
Secrétariat, *Vienne*

Représentant de l'OSCE pour la liberté des médias,
Vienne

Bureau des institutions démocratiques et des droits de
l'homme, *Varsovie*

Haut Commissariat pour les minorités nationales, *La Haye*
Assemblée parlementaire de l'OSCE, *Copenhague*

Opérations de terrain

Caucase

Bureau de l'OSCE à Bakou

Mission de l'OSCE en Géorgie

Bureau de l'OSCE à Erevan

Représentant personnel du Président en exercice pour le
conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie

Asie Centrale

Centre de l'OSCE à Almaty

Centre de l'OSCE à Achgabat

Centre de l'OSCE à Bichkek

Centre de l'OSCE à Douchanbé

Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ouzbékistan

Europe orientale

Bureau de l'OSCE à Minsk

Bureau de l'OSCE en Moldavie

Coordonnateur des projets de l'OSCE en Ukraine

Europe du Sud-Est

Présence de l'OSCE en Albanie

Mission de l'OSCE en Bosnie-Herzégovine

Mission de l'OSCE en Croatie

Mission de l'OSCE au Kosovo

Mission de l'OSCE au Monténégro

Mission de l'OSCE en Serbie

Mission de contrôle de l'OSCE à Skopje chargée d'éviter
le débordement du conflit

Message de l'Ambassadeur du Tadjikistan

Je m'installe avec grand plaisir dans mes nouvelles fonctions à Vienne au moment précis où mon pays célèbre, avec beaucoup de fierté, le dixième anniversaire de notre Accord de paix de 1997.

La signature de cet accord à Moscou a constitué un acte unificateur majeur et a réellement marqué un des plus grands moments de notre histoire. J'ai été particulièrement heureux d'apprendre qu'un numéro du ++Magazine de l'OSCE++ allait être consacré presque entièrement à la coopération entre le Tadjikistan et l'OSCE à la suite d'une décennie fructueuse de consolidation de la paix.

Ayant été pendant longtemps chef du département chargé des organisations internationales au Ministère des affaires étrangères de mon pays, je connais à fond l'OSCE et ses activités et considère l'Organisation comme un de nos partenaires les plus importants. La grande diversité de sujets abordés dans les pages qui suivent montre clairement à quel point nos relations ont été mutuellement satisfaisantes au fil des années.

Mon Gouvernement aimerait cependant que l'Organisation soit encore plus présente, non seulement au Tadjikistan, mais aussi dans toute l'Asie centrale. Notre région est constituée de vieilles nations mais de jeunes pays. Nous sommes confrontés à de nombreux défis qui influent directement sur la sécurité et la stabilité. Et, comme ces défis ne commencent pas ou ne s'arrêtent pas à notre frontière, nous devons d'urgence associer plus étroitement notre voisin immédiat, l'Afghanistan, à nos activités.

Mon Gouvernement a posé un certain nombre de priorités consistant notamment à promouvoir des activités économiques ayant pour objectif d'atténuer les problèmes sociaux, à renforcer la gestion des frontières et à s'attaquer à la dégradation des terres et à d'autres problèmes environnementaux. À ces fins, nous collaborons étroitement avec la Présidence espagnole et le Centre de l'OSCE à Douchanbé.

Il va sans dire que c'est un moment passionnant pour être l'envoyé de mon pays auprès de l'OSCE. Je compte poursuivre l'excellent travail accompli par mes prédécesseurs et jouer un rôle majeur dans cette phase intéressante des relations de longue date entre le Tadjikistan et l'OSCE. Après tout, l'Organisation a été un garant de notre Accord de paix et ses conseils, son assistance et son engagement nous ont permis de passer du relèvement après un conflit à une paix durable.

Nuriddin T. Shamsov

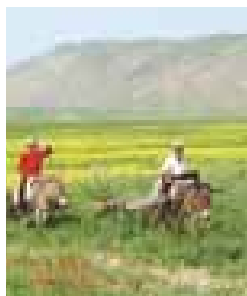
Vienne

Juin 2007



OSCE/SUSANNA LOOF

Dans ce numéro



Douchanbé et Vienne :
L'esprit de partenariat se porte bien
Par Herbert Salber 4

Célébration d'une décennie fructueuse de consolidation
de la paix
Par Klaus Rasmussen 5

Entretien : Fondation suisse de déminage
Vers un Tadjikistan sans mines
Par Michael Unland 8

Les habitants de Pahtakor
Principales victimes des mines terrestres et de leurs
répercussions
Par Alexander Sadikov 11

Gestion de frontières poreuses sur le « toit du monde »
Par Henry Bolton 12

Armes et munitions : à l'abri moyennant plus qu'un peu
d'aide de la part des amis du Tadjikistan
Par William Pryor 15

Le microfinancement sur des sommets isolés
Par Bess Brown 17

Les centres de ressources pour femmes font
des percées impressionnantes
Par Graziella Piga 19

Du Nord au Sud, les bureaux extérieurs de l'OSCE
restent à l'écoute
Par Dmytro Konopko, Giorgia A. Varisco et William Pryor 21

Entretien : Ambassadeur José Ángel López Jorriñ
La Présidence et l'Asie centrale : engagement commun
en faveur d'une communauté de valeurs
Par Kathleen Samuel 25

L'eau source de vie : les pays d'Asie centrale se mobilisent
pour gérer en commun une précieuse ressource
Par Saulius Smalys 27

Transport, transit et transactions
Réduction des goulots d'étranglement en matière
d'échanges dans les États sans littoral
Par Susanna Lööf et Roel Janssens 28

Carte du Tadjikistan 31

Couverture : Le barrage de Nurek au Tadjikistan est actuellement le plus haut du monde, tandis que son bassin de retenue est le plus vaste du pays. Principale source d'eau d'Asie centrale, le Tadjikistan est un leader mondial en termes de potentiel hydroélectrique. Photo : OSCE/Michael Unland

Douchanbé et Vienne : l'esprit de partenariat se porte bien

par Herbert Salber

Le 27 mars 2007, à Douchanbé, j'ai eu le privilège de présider une réunion de l'Équipe spéciale OSCE-Tadjikistan qui avait pour objet de déterminer conjointement les besoins et les priorités du pays.

À cette réunion ont assisté le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères, Saimumin Yatimov, et plus de 20 hauts fonctionnaires, en même temps que des représentants de la Présidence espagnole de l'OSCE, du Secrétariat et du Centre de l'OSCE à Douchanbé.

À l'issue de nos entretiens, nous sommes tombés d'accord sur le fait que les questions relatives à la sécurité et à la gestion des frontières, les préoccupations économiques et environnementales ainsi que la parité des sexes et les droits de l'homme devraient tenir une plus grande place dans les activités menées à l'avenir par l'OSCE dans le pays. Les deux parties sont convenues de poursuivre le dialogue dans un esprit de partenariat en ayant un seul but en vue, à savoir renforcer le dialogue entre l'OSCE et le Gouvernement hôte.

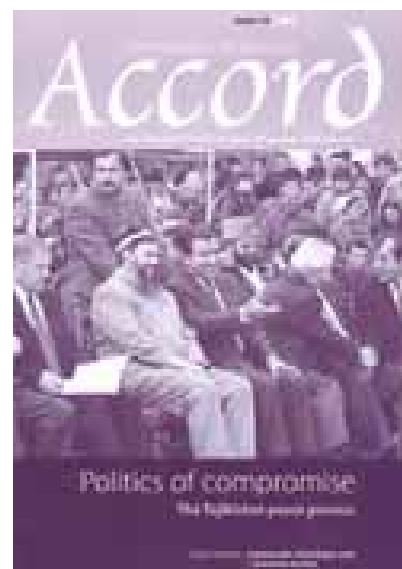
Cette réunion, considérée comme un jalon historique dans la coopération entre l'OSCE et le Tadjikistan, a été importante pour une autre raison : elle a symbolisé un tournant, en ce sens que l'on a cessé de regarder en arrière pour se tourner vers l'avenir. La présence de l'OSCE au Tadjikistan constitue l'opération la plus ancienne de l'Organisation en Asie centrale, car elle a été établie au début de 1994 par une décision du Conseil de la CSCE adoptée à Rome en 1993.

En 2002, eu égard aux succès obtenus par le Tadjikistan depuis la fin de la guerre civile de 1992-1997, les États



Douchanbé, le 27 mars 2007. L'Ambassadeur Herbert Salber, Directeur du Centre de prévention des conflits de l'OSCE, et le Premier Vice-Ministre des affaires étrangères du Tadjikistan, Saimumin Yatimov, lors de la réunion de l'Équipe spéciale OSCE-Tadjikistan.

Accord : an international review of peace initiatives, document publié par Conciliation Resources, ONG internationale installée au Royaume-Uni. www.c-r/org



participants ont révisé le mandat de l'opération de terrain de l'OSCE au Tadjikistan et créé, à Douchanbé, un centre analogue à ceux qui fonctionnent à Almaty, Achgabat, Bichkek et Tachkent.

Aujourd'hui, alors que le Tadjikistan célèbre le dixième anniversaire de la signature de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale le 27 juin 1997, le pays, conjointement avec ses voisins, a assumé le rôle qui lui revient dans la promotion et le renforcement de la sécurité et de la stabilité régionales grâce à l'approche globale et coopérative de l'Organisation.

Le Tadjikistan, qui n'est plus considéré comme un pays « se relevant d'un conflit », participe pleinement aux activités de l'OSCE en tant que partenaire à part entière. Tout comme ses voisins d'Asie centrale, il poursuit un dialogue soutenu avec l'OSCE. Il le fait par le biais de l'Équipe spéciale et en accueillant de nombreuses visites de haut niveau, comme celles qu'ont effectuées récemment le Président en exercice, le Secrétaire général, le Président de l'Assemblée parlementaire et bien d'autres.

De fait, le dialogue entre l'OSCE et les pays d'Asie centrale a été particulièrement intense cette année grâce à une série de visites et d'échanges. Le Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan et son Ministre de la justice se sont rendus expressément à Vienne pour prendre la parole devant le Conseil permanent. Le Kirghizistan continue à soutenir fermement l'Académie de l'OSCE. Le nouveau Président du Turkménistan a reçu le Secrétaire général à Achgabat, tandis que le Directeur du Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE s'est rendu dans le pays pour la première fois. L'Ouzbékistan a renforcé le soutien qu'il apporte aux travaux du Haut Commissaire pour les minorités nationales, entre autres activités de l'OSCE.

Je suis convaincu qu'avec la nomination de l'Ambassadeur Vladimir Pryakhin comme nouveau Chef du Centre de Douchanbé, l'opération de terrain au Tadjikistan continuera à soutenir ce dialogue de haut niveau et à renforcer l'assistance que nous fournissons au pays hôte dans la mise en œuvre des engagements de l'OSCE et pour qu'il contribue à la sécurité et à la stabilité régionales.



Le Tadjikistan et l'OSCE

Célébration d'une décennie fructueuse de consolidation de la paix

Dix ans après la signature de l'Accord de paix laborieusement négocié entre le Gouvernement tadjik et ce qui était alors l'opposition armée, en juin 1997, le Tadjikistan a connu une transformation remarquable. De 1992 à 1997, ce nouveau pays indépendant a été plongé dans une guerre civile dévastatrice et était au bord de l'effondrement économique, social et humanitaire. Selon les estimations, le conflit et ses séquelles ont fait 100 000 morts. Plus d'un million de résidents ont fui dans les pays voisins ou ont été déplacés. Dix ans après le début de la phase d'après-conflit, le Gouvernement a réussi à assurer une certaine stabilité, ce qui lui a permis de se concentrer maintenant sur le renforcement de la démocratie et l'amélioration du sort de ses 7 millions de citoyens. Désormais en paix avec lui-même, le Tadjikistan a commencé à promouvoir activement un cadre régional plus solide pour la sécurité et la coopération économique avec ses voisins immédiats d'Asie centrale et au-delà.

PAR KLAUS RASMUSSEN

Lorsque je suis arrivé à Douchanbé le 6 novembre 2006 pour prendre mes nouvelles fonctions de Chef adjoint — et de Chef par intérim — du Centre de l'OSCE, j'ai été frappé par l'air de calme et de tranquillité de la capitale, lequel contrastait fortement avec les images effrayantes qui venaient à l'esprit à l'écoute des récits de collègues ayant travaillé et vécu au Tadjikistan dans les années 1990. Le pays avait fait manifestement beaucoup de chemin.

L'OSCE a joué un rôle majeur dans cette transformation continue. Depuis l'ouverture d'une mission au Tadjikistan au début de 1994 par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), nous avons coopéré étroitement avec le Gouvernement et la société civile en vue de jeter les fondements d'une paix durable.

La Mission a assisté aux négociations inter-tadjikes en qualité d'observateur, tout en jouant un rôle dynamique en coulisse. Nous avons aidé à mettre en œuvre le processus de paix, qui s'est achevé avec les élections législatives pluralistes organisées au début de 2000. Étant un des garants de l'Accord général sur l'instauration de la paix et de l'entente nationale, l'OSCE a constitué un partenaire clef de l'Organisation des Nations Unies au Tadjikistan. Plus précisément, nous avons été chargés d'aider à appliquer les protocoles relatifs aux questions politiques et militaires et à faire respecter les droits de l'homme des réfugiés rapatriés en apportant un appui aux autorités pour qu'elles facilitent leur retour et leur réinsertion dans la société.

Le renforcement, à la fin de 2002, du mandat de la Mission, qui a été rebaptisée Centre de l'OSCE à Douchanbé, a témoigné que l'on reconnaissait que le pays avait

Sur la place Ozodi (Place de la liberté), au centre de Douchanbé, le pays rend hommage à Ismoil Somoni, révérend comme le fondateur du premier État tadjik.
Photo : OSCE/Lubomir Kotek

accompli des progrès louables depuis la fin de la guerre civile. Aujourd'hui, avec 87 agents, dont 70 sont des nationaux tadjiks, le Centre et ses cinq bureaux de terrain constituent la présence la plus importante de l'OSCE en Asie centrale en termes de personnel et exécutent un riche éventail d'activités et de projets dans les trois dimensions de l'OSCE.

Les bureaux de l'OSCE à Douchanbé sont situés juste à l'écart de la large avenue centrale bordée d'arbres qui porte le nom du poète perse du Xe siècle Rudaki – un rappel des origines communes des cultures, de la langue et de l'histoire perses et tadjikes. En face du Parlement, une statue de Lénine a été remplacée par un grand monument dédié au Chah Ismoil Somoni, fondateur de la nation tadjike au IXe siècle.

Vers le nord, le profil de la ville est encadré par une chaîne spectaculaire de montagnes couronnées de neige qui commencent aux limites de la ville et se prolongent jusque dans le Pamir à l'est. De certains de ces sommets, qui comptent parmi les plus hauts du monde, provient une ressource qui, malgré son abondance, suscite de plus en plus de tensions intrarégionales, à savoir l'eau.

Il se trouve que ma première journée de travail au Tadjikistan a coïncidé avec le jour de l'élection présidentielle. Le titulaire, le Président Imomali S. Rahmonov (Rahmon depuis mars 2007), fût réélu pour un troisième mandat à une majorité écrasante sans opposition ou débat électoral notable. On m'a dit que beaucoup de gens qui avaient connu la période de troubles sociaux

1992-1997 considéraient leur Président comme quelqu'un qui non seulement avait pacifié le pays mais aussi en garantissait la stabilité.

J'ai rejoint une équipe relativement nouvelle au Centre : quatre des sept responsables de programme avaient pris leurs fonctions juste avant moi. Nous nous sommes mis au travail sans perdre de temps et nous avons liquidé un grand nombre de projets avant la fin novembre et établi une nouvelle série d'activités de programme pour le début de la nouvelle année.

Après la réélection du Président Rahmon, le Gouvernement s'est lancé dans une nouvelle phase de développement politique du pays. À l'approche du dixième anniversaire de l'Accord de paix, les dirigeants du pays ont estimé qu'une étape avait été franchie et qu'il était temps pour le Tadjikistan de sortir de la phase de renforcement de la paix après le conflit pour entreprendre de consolider la stabilité grâce au développement économique. Le pays est très désireux de renforcer ses relations avec l'OSCE tout en se cherchant un rôle en Asie centrale et dans le reste du monde.

Ce nouvel engagement a suscité un dialogue intense et fructueux entre l'OSCE et les autorités tadjikes au sujet de la façon dont l'Organisation pourrait renforcer ses activités dans le pays et dans l'ensemble de la région. J'ai estimé que des possibilités considérables s'offraient au Centre de l'OSCE d'apporter un soutien accru à son pays hôte et de favoriser une plus grande transparence dans nos relations mutuelles. À l'aide des nouveaux outils de gestion de l'OSCE en matière de pla-

Vladimir Pryakhin, diplomate russe de carrière, a pris ses fonctions de Chef du Centre de l'OSCE à Douchanbé en juin 2007. Au moment de sa nomination, il achevait son mandat de Chef du Bureau de l'OSCE à Erevan, en Arménie, poste qu'il détenait depuis octobre 2003.

Dans le cadre de ses affectations au sein du service diplomatique, l'Ambassadeur Pryakhin s'est occupé essentiellement de questions régionales intéressant la Communauté d'États indépendants, de désarmement et de coopération scientifique et technologique.

Il a été Chef de Département adjoint au Ministère russe des affaires étrangères de 1995 à 1997, puis affecté à Vienne en qualité de Conseiller principal à la Mission permanente de son pays auprès de l'OSCE jusqu'en 2002.

« C'est avec tristesse que je quitte l'Arménie après plus de trois ans de service dans ce beau pays, » a déclaré l'Ambassadeur Pryakhin. « J'espère que les activités menées par le Bureau de l'OSCE à Erevan au cours de cette période ont contribué à mieux faire connaître l'Organisation et ses valeurs partagées dans l'ensemble de la société. »

À en juger par le large éventail de secteurs sur lesquels portent les demandes de soutien et d'assistance des autorités tadjikes, « ma nouvelle affectation au Tadjikistan promet d'être tout aussi exigeante, » a-t-il ajouté. « La communauté internationale tout entière se solidarise pleinement avec le pays dans les efforts sérieux qu'il déploie pour aller de l'avant dix ans après la signature de l'Accord de paix. Je ferai de mon mieux pour me montrer digne de la confiance que l'OSCE a placée en moi. »

L'Ambassadeur Pryakhin est titulaire d'un doctorat de pédagogie de l'Université de Moscou et d'un doctorat de l'Institut d'État de Moscou pour les relations internationales.



Syunik, sud-est de l'Arménie, avril 2007, L'Ambassadeur Vladimir Pryakhin plante un platane à titre de contribution personnelle à la revitalisation de la plus grande plataneraie naturelle de la planète.

La Présence de l'OSCE à Syunik pour la mise en œuvre des programmes prête son concours à un projet destiné à favoriser la protection de l'environnement et à promouvoir l'écotourisme dans la région. À ses côtés se trouve Jeannette Kloetzer, économiste et environmentaliste.

nification et de programmation, nous avons pu préciser les résultats à atteindre et renforcer notre dialogue avec les autorités.

Ces efforts ont débouché sur une réunion de l'Équipe spéciale conjointe OSCE-Tadjikistan à Douchanbé, le 27 mars. Qualifiée « d'historique » et « de particulièrement constructive » par le Ministère des affaires étrangères, cette réunion a rassemblé des représentants de la Présidence, du Secrétariat et du Centre de Douchanbé en même temps que plus de 20 hauts fonctionnaires. Ensemble, nous avons déterminé les besoins et les priorités du Tadjikistan, recherché des moyens de faire en sorte qu'il en soit tenu compte dans les activités de l'OSCE et examiné comment l'Organisation pourrait répondre plus efficacement à la vision du pays.

Le problème des nombreux Tadjiks qui vont chercher du travail à l'étranger n'est qu'un des nombreux défis économiques gigantesques qu'il faut relever. Nous poursuivons nos initiatives relatives au développement des petites et moyennes entreprises et à la fourniture d'une assistance au Gouvernement pour la mise en œuvre de la réforme agraire. Nous jouerons en outre notre rôle dans la gestion des risques sécuritaires que présentent pour la région la dégradation des sols, la mauvaise gestion des ressources en eau et les déchets nucléaires stockés dans le nord.

Conjointement avec des organismes partenaires, l'OSCE soutiendra les efforts déployés par le Tadjikistan lui-même pour gérer ses frontières et les rendre sûres et étudiera le meilleur moyen de répondre aux besoins sécuritaires les plus pressants du pays liés au trafic de drogue et d'armes et au terrorisme, en particulier le long de sa frontière avec l'Afghanistan. Les États participants ont entendu l'appel lancé par le Tadjikistan pour obtenir une assistance en la matière et ont manifesté leur soutien. On examine actuellement la possibilité pour le Tadjikistan d'accueillir une structure régionale pour la gestion et la sécurité des frontières – si les États participants acceptent.

Les frontières du Tadjikistan sont une source de risques, mais la construction, sur le Piandj, de ponts entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ouvrira de nouvelles voies de transport en offrant de nouvelles possibilités commerciales et économiques au Tadjikistan et à ses voisins. Le Tadjikistan étant directement intéressé, pour des raisons de sécurité, à ce que son voisin du sud soit stable et prospère, il a offert de servir de points d'accès pour l'appui fourni à l'Afghanistan, avec

Douchanbé, le 8 juin 2008 : Klaus Rasmussen s'adresse aux membres du Conseil public du Tadjikistan à l'occasion du dixième anniversaire de l'Accord de paix tadjik. Il a à sa droite Karomatullo Olimov, Conseiller d'État auprès du Président du Tadjikistan pour le développement social et les relations publiques.



lequel il partage une langue commune, en plus d'une longue frontière.

L'OSCE a bénéficié d'un niveau sans précédent de coopération avec le Gouvernement tadjik dans le cadre de projets portant sur la destruction de ses armes de petit calibre, de ses armes légères et de ses munitions conventionnelles en excédent, sur l'amélioration de la sécurité de ses stocks et sur le déminage. Ces activités se déroulent sans problèmes, l'accent étant mis tout particulièrement sur le renforcement des compétences nationales.

Soucieux d'assurer un bon équilibre dans la façon dont il aborde tous les aspects de la sécurité, le Centre aide également le Tadjikistan à développer ses institutions et processus politiques démocratiques, parmi lesquels figure un cadre juridique approprié que les autorités reconnaissent comme étant vital pour la croissance économique. Nous exécutons plusieurs projets en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'indépendance des médias et de l'égalité entre les sexes. Le Centre a aussi participé à un projet unique en son genre qui visait à susciter un dialogue constructif entre le Gouvernement, la société civile, les partis politiques et les minorités nationales par le biais du Conseil public, organe consultatif créé en vertu de l'Accord de paix de 1997.

Au moment où j'écris ces lignes, nous attendons l'Ambassadeur Vladimir Pryakhin, qui doit prendre la direction du Centre et compléter notre équipe. Nous nous réjouissons à la perspective de bénéficier de ses qualités de chef et de son expérience. Ensemble, nous continuerons à encourager le Tadjikistan à tirer parti de toute la gamme des programmes et activités qui sous-tendent le concept de sécurité et de coopération unique en son genre de l'OSCE.

Le Tadjikistan ne mérite pas moins alors qu'il émerge de l'ombre d'un passé agité, prêt à se forger une identité plus claire parmi la communauté des nations.

Détaché du Danemark, Klaus Rasmussen est Chef par intérim du Centre de l'OSCE à Douchanbé depuis le 6 novembre 2006. Avant d'être nommé Chef adjoint, il a travaillé à la Direction exécutive du Bureau du Secrétaire général de l'OSCE, et a également été en poste à la Mission de l'OSCE en Géorgie.

Vers un Tadjikistan sans mines

Aucune pierre n'est laissée non retournée



PAR MICHAEL UNLAND

Michael Unland : Quel effet cela fait-il d'exercer un métier dans lequel on est exposé à ce que beaucoup considèrent comme les vestiges les plus pernicious d'un conflit ?

Mike Storey : Nous effectuons notre travail de déminage conformément à des niveaux de risque internationalement acceptés. Personnellement, j'estime que si vous suivez correctement les procédures, en partant d'une zone que vous savez sûre, vous courez en fait moins de risques que si vous essayez, par exemple, de traverser une rue très fréquentée dans une grande ville. Mais si vous faites fi des règles et prenez des raccourcis, c'est comme si vous placiez un sac en papier au-dessus de votre tête avant de traverser cette même rue.

L'enlèvement de mines terrestres implique de suivre d'une façon rigide et professionnelle un processus bien défini. C'est l'approche que nous adoptons pour enseigner aux équipes tadjikes comment repérer les zones dangereuses, établir les limites exactes de probables champs de mines et détruire les débris explosifs de guerre. On leur apprend, par exemple, qu'ils doivent toujours déminer dans le sens de la montée car, dans le cas contraire, ils risqueraient de perdre l'équili-

Cette année marque le dixième anniversaire de la signature de la Convention d'Ottawa, qui est également appelée Traité d'interdiction des mines, l'instrument international le plus complet pour débarrasser le monde du fléau des mines terrestres antipersonnel. Depuis 2003, l'OSCE participe à cet effort mondial par le biais de son programme d'action contre les mines au Tadjikistan, avec l'appui de son principal agent d'exécution, la Fondation suisse de déminage, et sous les auspices de l'organe national de coordination, le Centre tadjik d'action contre les mines. Dans un entretien qu'il a accordé au *Magazine de l'OSCE* sur le processus de déminage, Mike Storey, Conseiller de projet à la Fondation, explique qu'un Tadjikistan sans mines n'est pas une utopie, à condition que le financement des donateurs ne se tarisse pas afin d'accélérer les résultats encourageants obtenus jusqu'à présent. Ressortissant néerlandais né au Zimbabwe, M. Storey a travaillé pendant plus de deux ans comme démineur au Soudan. Il a parfait sa formation à la neutralisation des mines explosives au Centre international kényan de formation du déminage.

bre ou de trébucher et de rouler sur un champ de mines. **Êtes-vous en train de me dire qu'il n'y a pas d'aspect émotionnel ?**

Si ! Chaque mine qui est retirée du sol et détruite signifie des vies sauvées. La chose satisfaisante dans ce travail, c'est qu'il est directement et immédiatement utile pour d'autres. C'est la partie émotionnelle. C'est très différent de l'organisation d'ateliers ou de la distribution de brochures.

Les accidents peuvent-ils être complètement évités ?

L'erreur humaine occupe une large place dans tout accident, exactement comme dans de nombreuses autres activités. Un superviseur, par exemple, peut avoir mal évalué le risque ou le type de mines ou les dimensions de la zone. Nous ne sommes pas des robots.

Vous fixez-vous pour objectif d'enlever un certain nombre de mines par jour ?

Nous ne voyons pas les choses sous cet angle. Parfois, après avoir travaillé longuement et durement sur une vaste étendue de terrain, nous ne trouvons pas une seule mine. On ne s'en plaint pas. Ce qui compte, c'est le nombre de terrains auparavant soupçonnés d'être minés qui peuvent être remis aux communautés afin que ces dernières les utilisent de façon productive.

Ainsi, bien souvent, vous n'éradiquez pas des mines, mais la peur ?

Absolument. Une mine terrestre est une « arme d'interdiction d'accès ». Si l'explosion d'une mine tue ou blesse accidentellement quelqu'un, peu importe les dimensions du site, vous pouvez être certain que, par peur, les gens ne s'en approcheront pas. Le Tadjikistan étant constitué à 93 % environ de montagnes, il n'y a donc déjà pas beaucoup de terres arables et chaque lopin de terre agricole laissé en friche signifie que les communautés rurales sont privées d'une ressource de grande valeur.

Peut-on discerner certaines constantes dans la façon dont les mines sont disposées ?

Au Mozambique et au Soudan, où j'ai travaillé, les mines disposées au hasard sont relativement fréquentes. Nous les appelons « mines de nuisance » : on en pose juste assez pour empêcher les gens d'accéder à l'ensemble de la zone. Dans le cas du Tadjikistan, lorsque les

forces russes ont remis des zones minées à la frontière afghane aux autorités tadjikes en 2005, elles ont également fourni des cartes indiquant où les mines avaient été posées. Ces cartes sont fiables et facilitent le déminage car, dans ce domaine, l'une des tâches les plus difficiles consiste à identifier avec précision les limites des champs de mines.

En revanche, il n'existe pas de données relatives aux zones qui ont été minées au cours de la guerre civile près de Gharm au Tadjikistan central. Certains se souviennent que la zone était couverte de mines, mais ils ne savent plus exactement où celles-ci se trouvent. Nous pouvons donc passer des années à nettoyer ces zones sans rien trouver.

Comment se passe la coopération entre les autorités tadjikes et les équipes de déminage ?

Le Gouvernement tadjik a créé un cadre de travail positif. Toutes les unités et toutes les divisions, qu'il s'agisse de l'armée, de la sécurité des frontières ou des services d'urgence, coopèrent pleinement avec nous. Ce sont les autorités qui affectent le personnel — essentiellement en provenance du Ministère tadjik de la défense — pour être formé par nos soins. Nous avons des cartes à notre disposition ainsi que certaines installations. Dans de nombreux pays dans lesquels j'ai travaillé, le gouvernement vous empêche littéralement de faire votre boulot. Ici c'est totalement l'inverse.

Comment les mines terrestres dans les zones frontalières influent-elles sur la surveillance et la sécurité ?

Les mines qui ont été posées le long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan au début des années 90 empêchent maintenant d'y effectuer des patrouilles et d'y construire des postes de contrôle et des tours d'observation. Ces zones infestées sont inaccessibles non seulement pour les contrebandiers et les militants — le groupe cible visé — mais également pour les gardes frontière. Les mines ne faisant pas de discrimination, elles doivent donc être enlevées avant que l'on puisse appliquer certaines méthodes de surveillance des frontières.



Mike Storey, Conseiller de projet

Désormais dans sa cinquième année, le programme de déminage OSCE-FSD au Tadjikistan a :

- procédé à des relevés techniques dans plus de 1000 villages, délimitant les zones dangereuses et permettant de définir des priorités pour le déminage ;
- repéré plus de 100 zones minées ;
- déminé une zone d'une superficie proche de 500 000 m² ;
- détruit 2 264 mines antipersonnel, 3 mines antichar, 753 autres engins non explosés, et 4 096 munitions pour petites armes ;
- remis aux communautés locales dix sites nettoyés et pouvant être utilisés en toute sécurité
- dispensé ou organisé 29 stages de formation à l'intention de médecins, de géomètres, de démineurs, de chefs d'équipe, d'opérateurs de matériel de neutralisation des explosifs et munitions (NEM) et du personnel chargé des bases de données ; et
- formé plus de 350 démineurs nationaux.

Site Web du Plan d'action national tadjik contre les mines : www.mineaction.tj

Voyez-vous la fin du problème des mines au Tadjikistan ?

Le Tadjikistan est, en fait, l'un des rares pays où l'on entrevoit la lumière au bout du tunnel. Le problème est relativement circonscrit et gérable et il y a une forte volonté politique de le résoudre. Toutefois, si nous continuons de travailler au rythme actuel, cela nous prendra des décennies. Nous devons renforcer nos capacités, recourir à des engins mécaniques de déminage pour nous aider, recruter plus d'équipes d'arpentage et de déminage, et obtenir davantage de fonds pour toutes ces activités.

Lorsque nous y serons parvenus, nous serons en mesure d'accomplir beaucoup plus encore. Nous sommes ici depuis maintenant quatre ans ; nous savons ce que nous faisons, nous avons des gens très expérimentés sur le terrain, et le projet en est à un stade avancé. Nous sommes comme un lévrier dans sa boîte de départ, aspirant à courir.

Pensez-vous qu'il soit réaliste pour le pays d'atteindre l'objectif qu'il s'est fixé dans le cadre de la Convention d'Ottawa et de mener à bien son programme de déminage d'ici avril 2010 ? C'est dans moins de trois ans.

Je ne peux pas vous donner de date, mais je peux vous dire que plus nous acquérons de l'expérience et de l'assurance, plus grande sera la surface que nous serons en mesure de déminer. En 2006, nous avons couvert

100 % de plus de territoire qu'en 2005 avec moins de ressources. Pouvez-vous imaginer ce que nous pourrions faire cette année et en 2008, 2009 et 2010 lorsque nous aurons augmenté nos capacités ? Nous pourrions certainement résoudre le problème dans un avenir prévisible. Et c'est là l'enjeu.

En adhérant à la Convention d'Ottawa en 1999, le Gouvernement tadjik n'a laissé aucun doute quant à sa détermination de réaliser sa vision d'un Tadjikistan à l'abri de l'impact humanitaire et économique négatif des mines terrestres. En 2004, les autorités ont détruit leurs derniers stocks – plus de 3 000 mines. À présent, c'est aux mines enfouies dans le sol qu'il convient de s'attaquer. Malheureusement, le pays n'a pas les moyens de remplir cet engagement et nous lançons donc un appel à la générosité des pays donateurs et à leur sens des responsabilités pour qu'ils interviennent et aident le Tadjikistan à atteindre son objectif.

Michael Unland est chargé des relations avec les médias au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Avant de travailler dans le domaine du développement en Allemagne, au Chili, en Biélorussie, en Russie, au Kazakhstan et au Kirghizistan, il était journaliste radio et en ligne. Il a été responsable de plusieurs projets de communication au PNUD et pour MercyCorps.

Déminage au Tadjikistan

Principaux donateurs : Canada, OSCE et Allemagne

Autres donateurs : Belgique, France, Japon, Norvège, Royaume-Uni, Suède et Suisse

Budget 2007 : 3,7 millions de dollars ; à ce jour, l'OSCE, le PNUD et les gouvernements donateurs ont fourni 1,4 million de dollars.

Personnel : quatre personnes recrutées sur le plan international et 160 personnes recrutées sur le plan national organisées en quatre équipes de déminage manuel.

Selon des sources officielles, quelque 25 millions de m² du territoire tadjik ont été contaminés par des mines

- antipersonnel et par des munitions non explosées :
 - Au début des années 90, le long de la frontière sud entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ;
 - Au cours de la guerre civile (1992–1997), en particulier au Tadjikistan central ; et
 - En 2000, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Ouzbékistan, dans l'est et le nord du pays.
- Ces 15 dernières années, 277 citoyens tadjiks ont perdu la vie et 300 ont été blessés dans le cadre d'accidents impliquant des mines. Plus de 20 % d'entre eux étaient des enfants dans des zones rurales pauvres.

Dans le cadre du programme OSCE-FSD, 12 chiens détecteurs de mines, formés en Afghanistan, contribuent depuis la mi-2006 à réduire le nombre de zones soupçonnées d'avoir été minées.



Sensibiliser les communautés aux mines terrestres dans tout le Tadjikistan est une tâche essentielle du programme d'action contre les mines.



FSD (FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE)

Les habitants de Pahtakor

Principales victimes des mines terrestres et de leurs répercussions

PAR ALEXANDER SADIKOV

« Cette terre est morte », explique Lolahon. « L'eau l'a détruite ». Le vieil homme aux habits usés me fait visiter le petit village de Pahtakor, situé dans le district du Piandj méridional, dans la province de Khatlon.

Le Pahtakor se situe à la frontière, longue de 1 350 km, entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dont certains tronçons auraient été massivement minés par les troupes russes au début des années 90 pour la protéger des contrebandiers et des groupes militants. La zone a été désignée zone prioritaire pour le début de la saison de déminage de cette année. En raison des conditions climatiques rigoureuses qui y règnent pendant les mois d'hiver, le travail de déminage ne peut se faire qu'entre mars et novembre, dans le meilleur des cas.

Alors que nous marchons le long d'une route poussiéreuse, le vent transporte l'odeur fétide de la terre des champs gorgés d'eau. Des grappes de maisons de glaise semblent abandonnées. Les champs environnants sont détrempés et dénués de toute végétation, un contraste saisissant par rapport au vert printanier des champs ailleurs dans le pays.

Pahtakor était connu pour ses produits agricoles. Par un réseau d'une centaine de canaux, le Piandj fournissait l'eau qui irriguait cette zone aride, permettant à ses habitants de cultiver du coton. Puis, ce qui avait fonctionné pendant des centaines d'années pris fin au cours de la guerre civile, lorsque le canal qui drainait l'eau dans le Piandj fut miné. Ne pouvant plus s'écouler, l'eau à progressivement transformé ces terres fertiles en marécage.

« Ces canaux étaient tout pour nous : ils nous donnaient notre pain, notre vie et notre espoir », déclare Ranohon Saidova, chef adjoint de Quldimon, le *Jamoat*

(unité d'autonomie locale) qui a été le plus durement touché par la catastrophe.

« Nous avons l'habitude de nettoyer les canaux chaque année. Mais, maintenant, nous ne le faisons plus ; de toute façon, l'eau ne va nulle part car le canal en aval a été miné. »

Plusieurs notables du *Jamoat* m'avaient invité à l'école locale où ils souhaitaient m'entretenir de leurs problèmes.

« L'eau a déjà détruit sept maisons du village de Gushon », explique l'un des notables d'un air las. « Et à Quldimon, environ 76 hectares de terres ont été envahis par l'eau. Plusieurs de nos bêtes – que nous ne pouvons tout simplement pas nous permettre de perdre – ont été infectées par des maladies. »

Et puis, il y a l'impact inquiétant sur la santé humaine. La zone marécageuse offre un terrain de choix pour les moustiques. D'après Hudoyberdi Saidov, le directeur adjoint du Centre des maladies tropicales de Piandj, le paludisme a été diagnostiqué en 2006 chez plus de 115 personnes.

Parmi ces dernières, Munis, âgé de cinq ans. La maison à deux étages de sa famille n'est qu'à dix mètres d'une zone gorgée d'eau. Il y a tout simplement trop de moustiques ici en été », explique la mère de Munis, Sabohat Mirzoeva. « Ils nous piquent et nous ne pouvons rien faire. Nous ne pouvons qu'espérer qu'ils ne sont pas porteurs du paludisme. »

Alexander Sadikov est assistant principal presse et information au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Titulaire d'un diplôme universitaire en relations internationales et en journalisme, il est originaire du minuscule village de montagne de Panjakent dans le nord du Tadjikistan à la frontière ouzbèke.

Gestion de frontières poreuses sur le « toit du monde »



Exploré par Marco Polo, conquis par Alexandre le Grand, Gengis Khan et Tamerlan et transformé en zone tampon neutre par les Anglais et les Russes durant le « Grand Jeu », le Pamir et la région environnante ont connu leur part de combats et de drames. En juillet 2006, une équipe de spécialistes des frontières de l'OSCE a entrepris une tournée d'une durée de 12 jours sur le « toit du monde » (voir la carte page xx) en vue d'évaluer sur place la capacité du Tadjikistan d'assurer la sécurité et la gestion de sa frontière poreuse du sud avec l'Afghanistan et de l'est avec la Chine.

PAR HENRY BOLTON

En juin 2006, le Tadjikistan a demandé l'aide de l'OSCE en vue de déterminer exactement quel serait le meilleur moyen pour ses organismes internes de s'attaquer aux multiples défis redoutables que lui posent ses frontières.

Pour pouvoir analyser la situation aussi précisément que possible, nous avons dû nous rendre dans le Pamir, qui culmine à 7 600 mètres, et le traverser. Un voyage dans cette région accidentée et isolée de la planète sur de mauvaises routes exige une planification complexe et méticuleuse avec l'aide de divers services du Secrétariat, du Centre de l'OSCE à Douchanbé et de la délégation tadjike auprès de l'OSCE.

En outre, cette chaîne de montagnes est située au sud et à l'est du pays dans l'*oblast* autonome du Haut-Badakhchan. Nous ne pouvions nous y rendre que si nous obtenions des autorisations spéciales et des visas intérieurs du Gouvernement tadjik.

Aux premières heures du 21 juillet, après une escale de huit heures à Istanbul, Jarek

Pietrusiewicz, Johann Wagner, Kathleen Samuel et moi-même, qui appartenons tous au Centre de prévention des conflits, avons atterri à Douchanbé. À 8 h 30, nous avons tenu la première de ce qui allait devenir une série de 35 réunions avec un grand nombre de ministères et de départements gouvernementaux et avec des donateurs internationaux.

Le 23 juillet, nous avons été rejoints de bonne heure par Riccardo Lepri, du Centre de Douchanbé, et le Commandant Abdul Vaghel, notre escorte des gardes frontière tadjiks. Nous étant assurés que chacun de nos trois véhicules tout terrain était pourvu de deux roues de secours, de 60 litres d'eau, de carburant supplémentaire, d'une radio et d'un téléphone par satellite ainsi que de vivres, nous nous sommes embarqués dans notre voyage de 2 000 kilomètres.

Après avoir conduit en terrain absolument incroyable, nous avons été accueillis par une température de 51° C à Nijni Piandj, où nous avons rencontré des représentants de deux postes-frontières et d'un point de passage. Le Piandj, affluent de l'Amou-Daria, le plus long fleuve d'Asie centrale, coule tout au long de la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan. Connu autrefois sous le nom d'Oxus, ce sont les eaux qu'Alexandre le Grand traversa en 329 av. J-C à la poursuite du noble perse Bessus.

Nous nous sommes dirigés vers le nord-est et l'est le long de la rive nord du Piandj en direction de Kouliab. Jamais une halte ne fut aussi bienvenue que la nuit que nous

Ishkashim est le point de passage le plus méridional avec l'Afghanistan.

Photo : OSCE/Johann Wagner

avons passée à la maison d'hôtes du PNUD dans la ville. Le lendemain, nous avons traversé la frontière interne entre l'*oblast* de Khatlon et celui du Haut-Badakhchan en pénétrant dans la province autonome. À la base de gardes frontière de Khal-e-Khum, un aperçu de la situation à la frontière nous a été donné : il n'est pas rare apparemment d'y apercevoir des groupes armés et d'assister à des échanges de tirs par-delà la frontière.

C'est peu à près avoir quitté cet endroit que nous avons aperçu, à peu près au milieu du Piandj, un terrain de volleyball rudimentaire mais jouable sur un îlot entre un village tadjik d'un côté et un village afghan de l'autre. Vive la coopération transfrontière !

Plus nous avançons vers l'est et plus la nourriture devenait intéressante et elle devait atteindre un summum dans le Pamir. Nous avons continué jusqu'à Khorog, capitale du Haut-Badakhchan, en étudiant au passage les installations des gardes frontière. Après avoir voyagé pendant 14 heures sur des routes en terre, notre récompense a été constituée par un logement local confortable, où nous avons passé la première de deux nuits.

Au matin du 25 juillet, ayant reconstitué nos provisions d'eau potable (nous consommions quotidiennement 5 litres d'eau par personne), nous nous sommes rassemblés à l'état-major régional des gardes frontière à Khorog, qui pourrait être utilisé pour des activités de formation axées sur la patrouille des frontières dans le cadre d'un projet proposé de l'OSCE. Tout comme la plupart des camps gérés maintenant par le Tadjikistan, celui-ci a été hérité des gardes frontière russes lorsqu'ils ont transféré la responsabilité de la sécurité des frontières aux autorités nationales en 2005. Les installations sont assez saines et solides, mais elles ont vieilli et ont grandement besoin d'une bonne remise en état.

Après des entretiens avec le Commandant des gardes frontière de la région et ses collaborateurs, nous avons quitté Khorog pour une tournée de huit heures : en empruntant quelques pistes difficiles, nous avons suivi la gorge du Piandj jusqu'à Ishkashim, point de passage tadjik le plus méridional à la frontière avec l'Afghanistan, au débouché du corridor de Wakhan et à quelque 15 km seulement de la frontière pakistanaise.

C'est là que s'est joué le « Grand jeu » au XIXe siècle, lorsque l'Angleterre et la Russie ont signé un traité annexant une partie du corridor de Wakhan à l'Afghanistan en vue de créer une zone tampon neutre entre leurs deux empires.

Ishkashim nous a procuré une diversion bienvenue. Alors que nous déjeunions, un jeune couple britannique sorti de nulle part est venu solliciter notre aide : au milieu de son tour du monde, son véhicule tout terrain était tombé en panne.

Nous sommes rentrés passer une deuxième nuit à Khorog, afin de nous laisser le temps de nous acclimater à l'altitude en prévision de notre ascension dans le Pamir le lendemain. Il s'agissait plus que d'une simple question de confort. Si l'on monte trop rapidement (de plus de 350 à 500 mètres par jour) au-dessus de 2 500 mètres, on risque de souffrir du mal des hauteurs,

qui, s'il n'est pas traité convenablement, peut entraîner un œdème cérébral ou pulmonaire dont l'issue est souvent fatale.

Après le contrôle matinal habituel de nos véhicules et de notre matériel de communications, nous sommes partis en direction des hauteurs du Chougnan et du Pamir. Nous avons vu des paysages magnifiques. Dans les zones plus fertiles des montagnes, nous avons aperçu occasionnellement des maisons en pisé sans étage qui sont typiques des régions inférieures du Piandj. Progressivement, la végétation a toutefois cédé la place à un désert entouré de chaînes de montagnes couronnées de neige.

Nous sommes arrivés finalement à Mourgab, capitale du Pamir. Ville la plus élevée du Tadjikistan située à plus de 4 000 mètres, c'est un centre commercial régional. Les négociants chinois transitent par la ville en direction de l'intérieur du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan, comme ils le font sans doute depuis l'époque de Marco Polo.

Durant l'ère soviétique, une grande garnison militaire était stationnée à Mourgab pour défendre le Tadjikistan contre la menace d'une invasion chinoise. Le paysage est émaillé de constructions basses traditionnelles, les *yourtes* (habitations portatives) et de nomades kirghizes gardant leurs yacks.

Mourgab nous intéressait cependant pour d'autres raisons : elle abrite le principal poste de dédouanement pour la frontière chinoise et c'est la dernière agglomération avant la frontière chinoise et le point de passage situé au col de Kulma, à 98 km à travers le désert.

Le lendemain, nous nous sommes dirigés vers l'est à travers le désert de la plaine d'Aksu vers le col de Kulma et la frontière chinoise. Situé à 4 365 mètres au-dessus du niveau de la mer, le col de Kulma est perdu au milieu de nulle part. En hiver, la température tombe à -60°C , ce qui explique pourquoi la frontière est fermée tout au long des mois d'hiver. Le jour de notre visite, elle était toutefois de $+43^{\circ}\text{C}$.



En route vers la frontière tadjiko-afghane à travers le Pamir.



OSCE/HENRY BOLTON

Le col de Kulma, en regardant du Tadjikistan vers la frontière chinoise.

Le col de Kulma étant le seul point de passage entre le Tadjikistan et la Chine – le reste de la frontière est clôturé et patrouillé par des gardes armés des deux côtés – c’est un point de transit vital pour les échanges commerciaux qui est par conséquent crucial pour l’économie tadjike. C’est en même temps une voie potentielle pour le trafic de précurseurs chimiques — indispensable au traitement de l’héroïne — vers l’Afghanistan. Nous étant assurés que l’OSCE pouvait effectivement apporter une assistance à Kulma, nous sommes rentrés à Mourgab pour y passer une seconde nuit avant de nous rendre le lendemain à la frontière entre le Tadjikistan et le Kirghizistan.

Nous nous sommes dirigés vers le nord, en dépassant le lac Sasyk-Kul et en traversant l’ex-garnison militaire soviétique de Kara-Kul et les collines du Khargush Pamir, pour parvenir au col de Kyzyl-Art et au point de passage de la frontière entre le

Henry Bolton (à droite) et des amis devant le logement de l’équipe des frontières à Mourgab.



OSCE

Tadjikistan et le Kirghizistan. Ici, les gardes frontière sont de service pendant sept mois d’affilée, à 15 kilomètres du point d’approvisionnement en eau le plus proche et sans accès à des moyens de transport.

De là, nous sommes entrés au Kirghizistan pour poursuivre notre voyage via le Bureau extérieur de l’OSCE à Och et le Centre de Bichkek, où nous avons tenu des réunions avec les autorités kirghizes au sujet de leurs propres problèmes de sécurité et de gestion des frontières.

À la suite de la visite d’évaluation, l’OSCE a proposé quatre projets d’assistance précis au Tadjikistan :

Élaboration d’une stratégie nationale pour les frontières. Fourniture au Gouvernement tadjik d’une assistance technique aux fins de l’élaboration d’une stratégie nationale pour les frontières ;

Programmation et direction des patrouilles à la frontière entre le Tadjikistan et l’Afghanistan. Mise à disposition de formateurs possédant les compétences et les connaissances voulues pour assurer une surveillance humaine à la frontière entre le Tadjikistan et l’Afghanistan ;

Amélioration des contrôles de l’immigration. Renforcement des capacités du Tadjikistan de détecter les documents de voyage falsifiés, volés et perdus et d’établir des procédures nationales communes d’enregistrement et de communication de données ; et

Assistance en matière de douanes à la frontière entre le Tadjikistan et la Chine. Remise en état et équipement du poste de dédouanement tadjik à Mourgab afin qu’il soit mieux à même de détecter les précurseurs chimiques, d’autres marchandises illégales et la contrebande.

En outre, on examine actuellement l’idée de créer dans le pays un centre de l’OSCE qui s’occuperait principalement de la gestion des frontières dans la région.

Henry Bolton, Conseiller principal pour les questions de frontières à l’OSCE depuis juin 2006, a été au service du Gouvernement du Royaume-Uni, de l’armée britannique, de la Commission européenne, de l’Organisation des Nations Unies et de plusieurs opérations de terrain de l’OSCE. Ses affectations, dans le cadre desquelles il a été chargé de tâches allant de la supervision d’observateurs de police internationaux à l’élaboration de stratégies intégrées de gestion des frontières, l’ont conduit au Canada, au Danemark, en Norvège, en Allemagne, en Géorgie, dans les Balkans et en Amérique centrale.

Armes et munitions

À l'abri moyennant plus qu'un peu d'aide de la part des amis du Tadjikistan



Qu'est-ce que les délégations des États-Unis, de la Finlande, de la France, des Pays-Bas, de la Norvège, de la Slovénie et de la Suède et ainsi que, tout récemment, de l'Andorre, de la Belgique et de l'Espagne ont en commun ? Toutes sont membres d'un « Groupe des Amis du Tadjikistan » à caractère informel, qui s'est fixé comme principale priorité d'aider à protéger la population du pays contre les dangers que présentent pour l'environnement et la sécurité les réserves massives d'armes légères et de petit calibre (ALPC) et de munitions conventionnelles — triste héritage de six années de guerre civile.

PAR WILLIAM PRYOR

En 2003, lorsque l'OSCE a institué, au sein du Forum pour la coopération en matière de sécurité, un mécanisme destiné à aider les États participants à renforcer leurs capacités pour la destruction et la gestion de leurs armes de petit calibre, de leurs armes légères et de leurs munitions en excédent, le Tadjikistan a été un des premiers à demander une assistance.

À la suite d'une amnistie sur les armes après la guerre civile, les autorités se sont retrouvées avec un stock vertigineux de dizaines de milliers de petites armes et de plus de vingt tonnes d'explosifs brisants. Lors d'une visite du dépôt central du Tadjikistan en août 2004, des experts placés sous la direction du Centre de prévention des conflits de l'OSCE ont confirmé les pires craintes du Gouvernement : les conditions dans lesquelles étaient conservés les stocks et le niveau de compétence du personnel chargé de les garder étaient absolument inacceptables au regard des normes de sûreté et de sécurité.

Mis à part les accidents environne-

mentaux qui ne pouvaient manquer de se produire, le risque que des terroristes réussissent à accéder à ce butin dangereux ou que celui-ci soit détourné vers les marchés illicites était par trop élevé. Il n'y avait pas de temps à perdre. Un vaste programme sur mesure a été lancé en juin 2005. Aujourd'hui, sa première phase, qui intéresse la région de Douchanbé, est sur le point de s'achever.

Les résultats parlent d'eux-mêmes. Les autorités tadjikes ont :

- Construit un site de destruction de munitions à Lohur, près de Douchanbé ;
- Formé neuf spécialistes de l'élimination des munitions explosives ;
- Détruit 34 tonnes d'explosifs brisants ;
- Construit et équipé une installation pour la destruction d'ALPC à Lohur ;
- Détruit 26 000 fusils et pistolets, dont des fusils d'assaut AK-47 et AK-74 et des pistolets Makarov ; et
- Construit ou mis à niveau sept sites de stockage à Douchanbé pour le Ministère des affaires intérieures, l'Agence de contrôle des drogues, le Parquet général, le Parquet militaire, le Ministère de la défense, le Ministère des impôts et des recettes et le Comité d'État pour la protection des frontières.

Alexander Anoshkin, responsable du projet, explique pourquoi sa mise en œuvre s'est déroulée extrêmement bien jusqu'ici.

« Premièrement, les autorités tadjikes elles-mêmes ont apporté un soutien indéfectible à nos efforts conjoints, et notamment trouvé des partenaires qualifiés et enthousiastes dans les organismes gouvernemen-

Des installations de stockage sûres et sécurisées pour les ALPC et les munitions ont été construites dans le cadre du programme de l'OSCE avec le concours de la Suède, de la Slovénie et des Pays-Bas.

Photo : OSCE/Tom Schröder



Le lieutenant colonel Morten Lødøen indique aux visiteurs comment les matières dangereuses sont stockées.



Découpage d'armes à l'aide d'une cisaille hydraulique à l'installation de destruction du Ministère de l'intérieur.

taux compétents. Deuxièmement, le Groupe des Amis du Tadjikistan a mis ses actes en accord avec ses paroles en mobilisant plus de 730 000 euros à l'appui de la première phase ».

En vue de se faire une idée de la façon dont les opérations progressaient, les représentants de cinq pays donateurs se sont rendus à Lohur dans le cadre d'une visite effectuée au Tadjikistan en avril. Ils ont vu de leurs propres yeux comment l'installation remise récemment en état avait permis au Ministère de la défense de gérer la destruction de plus de 34 tonnes de munitions et d'explosifs au cours des 18 mois écoulés.

« Je suis impressionné par les résultats obtenus jusqu'ici, qui m'encouragent à recommander de continuer à apporter notre appui pour la phase suivante du programme, » a déclaré Misa Kangaste, le Conseiller militaire de la délégation finlandaise.

Son homologue de la délégation norvégienne, Tom Schrøder, a opiné. « Nous sommes tous satisfaits de la façon dont le Centre de l'OSCE et les autorités tadjikes ont coopéré en vue de renforcer la sécurité, non seulement dans l'intérêt de la population locale mais aussi au profit de l'espace de l'OSCE dans son ensemble, » a-t-il dit.

Ces deux représentants participent activement aux travaux du Forum pour la coopération en matière de sécurité, qui se réunit toutes les semaines à Vienne pour procéder à un échange de vues et prendre des décisions au sujet des aspects militaires de la sécurité dans la région de l'OSCE. Les autres pays qui ont demandé une aide pour faire face aux menaces découlant de la prolifération incontrôlée et de l'accumulation déstabilisatrice d'ALPC et de munitions conventionnelles sont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan, la Moldavie, le Monténégro, l'Ouzbékistan et l'Ukraine.

Le Groupe des Amis du Tadjikistan s'est également rendu dans plusieurs zones de la région méridionale de Khatlon qui étaient susceptibles d'accueillir des sites de stockage d'ALPC.

« Nous devrions tous nous féliciter de ce que le Tadjikistan stocke aussi consciencieusement des équipements dangereux conformément aux meilleures pra-

tiques, » a dit le Lieutenant-colonel Morten Lødøen, qui avait été détaché par la Norvège pour faire fonction de Conseiller technique en chef du programme. « Le pays est ainsi en mesure de conserver ses stocks hors de portée d'éléments criminels potentiels. »

PERSPECTIVES D'AVENIR

Le succès appelle le succès, en sorte qu'à la fin de 2006, en réponse aux demandes formulées par plusieurs organismes nationaux pour que le programme soit prolongé, le Centre de l'OSCE à Douchanbé a mis au point et lancé la série d'activités suivantes, qui portent notamment sur :

- L'élimination des propulseurs auxiliaires en excédent ;
- Le renforcement des capacités d'élimination des engins explosifs improvisés (parfois appelés « bombes d'accotement ») ;
- La construction d'installations de stockage pour ALPC et munitions conventionnelles dans toutes les régions du pays ;
- La construction d'une installation de stockage pour les munitions conventionnelles ; et
- L'octroi d'une formation à la manipulation des munitions et à la gestion des stocks.

Comme on pouvait s'y attendre, la note à payer est élevée : plus de 1,5 million d'euros, sur lesquels il reste encore à trouver un demi-million d'euros.

« Les avantages sont cependant inestimables et permettent de mettre certainement le Tadjikistan sur la voie qui le conduira à servir de modèle en matière de gestion des stocks dans la région de l'OSCE, » dit Alexander Anoshkin.

« Nous avons bon espoir que la deuxième phase complètera les efforts faits par le pays en vue de mettre en place les installations nécessaires, dotées de spécialistes qualifiés, pour gérer les stocks de manière responsable et efficace — non seulement dans l'immédiat, mais aussi dans un avenir lointain. »

William Pryor est agent de terrain de l'OSCE à Kouliab dans le sud du Tadjikistan.



Une aubaine pour les petites entreprises

Le microfinancement sur des sommets isolés

PAR BESS BROWN

Un demi-million d'hommes — peut-être davantage — quittent le Tadjikistan chaque année pour prendre un emploi saisonnier ou permanent à l'étranger, essentiellement en Russie, car ils ne trouvent pas de travail dans le pays. Cette dure réalité est à la base de la volonté du Gouvernement tadjik de créer des possibilités d'emploi en tant qu'élément de premier plan dans la stratégie socioéconomique du pays. Encouragée par la communauté internationale des donateurs, cette approche implique de plus en plus le développement de petites entreprises comme moyen de créer des emplois désespérément nécessaires.

Après avoir lancé quelques activités modérément fructueuses relatives aux jeunes entreprises en coopération avec des partenaires internationaux en 2003 (voir l'encadré), l'OSCE a, en 2004, mis en chantier son propre programme de microcrédits au Tadjikistan en réponse à des demandes de fonctionnaires locaux souhaitant que les activités soient menées directement en collaboration avec des groupes autochtones.

Alors que l'un des partenaires dans la province méridionale de Shartuz, à la fron-

tière tadjiko-afghane, a abandonné le programme à la fin de l'année, Madina, une organisation non gouvernementale locale basée à Khorog, a persévéré : elle a transformé sa subvention initiale d'un montant de 6 000 dollars en une institution microfinancière autosuffisante, qui a finalement été reconnue au niveau national.

Khorog est le centre administratif de la région autonome du Haut-Badakhchan qui n'offre guère un environnement propice au lancement d'une activité commerciale. L'oblast couvre près de la moitié du territoire du Tadjikistan et possède quelques-uns de ses paysages les plus spectaculaires, notamment le Pamir, sa chaîne de montagnes la plus élevée. Toutefois, l'accessibilité ne s'est améliorée que progressivement ces dernières années.

Bien que la route principale de Douchanbé à Khorog ait été modernisée, le voyage en voiture dure près de 12 heures dans chaque sens, même dans le meilleur des cas. Tadjik Air assure au moins un vol par jour, mais ce dernier est souvent annulé pour cause de mauvais temps.

Aujourd'hui, les perspectives économiques dans cette partie la moins développée du pays s'améliorent. Le tourisme environ-

Pendant la guerre civile, la Fondation Aga Kahn a servi de principal lien avec l'extérieur pour les Pamiriens, dont bon nombre sont ismaéliens.
Photo : OSCE/Lubomir Kotek

nemental et d'aventure offre beaucoup de possibilités de générer des revenus. En outre, un nouveau poste-frontière sur le col de Kulma dans le Badakhchan oriental a ouvert cette région isolée au trafic en transit en provenance de Chine, approvisionnant en marchandises les marchés de toute l'Asie centrale.

De fait, les Pamiriens ouverts sur l'avenir voient le Badakhchan devenir une partie intégrante d'un réseau de transport transasiatique qui, à bref délai, reliera le Tadjikistan au Pakistan et à l'Inde via l'autoroute du Karakorum, qui est la route internationale revêtue la plus haute du monde.

L'enjeu est de faire en sorte que les habitants du Badakhchan acquièrent les compétences de gestion qui leur permettront de tirer parti de ces circonstances plus favorables.

L'OSCE a la chance d'avoir deux excellents partenaires au Badakhchan.

Milal-Inter, une ONG, s'emploie activement à promouvoir le développement du commerce régional. S'étant, dans un premier temps, concentré sur le commerce avec l'Afghanistan, le groupe a élargi ses activités au renforcement des contacts avec la région autonome du Xinjiang en Chine et avec le Kirghizistan méridional.

L'autre partenaire est Madina, qui a débuté en tant qu'ONG enseignant aux groupes vulnérables, en particulier les femmes, les compétences leur permettant d'être autonomes. Aujourd'hui, c'est une institution microfinancière à part entière.

La directrice de Madina, Naobot Dodkhudoeva, se rappelle comment elle et son personnel ont utilisé le microcrédit d'un montant de 6 000 dollars de l'OSCE pour allouer des prêts de 100 à 200 dollars aux participants aux stages qui étaient très désireux de lancer leurs propres petites entreprises.

« Pour obtenir un prêt, les candidats devaient prouver qu'ils avaient pleinement saisi les fondements de la gestion d'une entreprise, de l'évaluation des conditions sur le marché local et de l'élaboration d'un plan réaliste pour améliorer la viabilité de leurs entreprises », explique-t-elle.

Pendant la première année de fonctionnement du fonds, le taux de remboursement des prêts a été de 100 %. Les emprunteurs étaient, pour la plupart, des femmes qui se servaient de l'argent pour lancer des boulangeries et d'autres petits services alimentaires. Deux jeunes gens ont souscrit un prêt pour acheter un camion d'occasion et lancer une entreprise de transport.

« Le taux de remboursement est resté largement constant tout au long de ces années », indique Mme Dodkhudoeva. « Lorsque la législation nationale sur les facilités de microcrédit a été durcie en 2005, nous sommes passés par une longue procédure afin d'obtenir une licence bancaire nationale en tant qu'institution microfinancière officiellement reconnue. »

Fin 2006, Madina avait quadruplé le capital d'amorçage qu'elle avait reçu de l'OSCE et était devenue en grande partie autonome. Cette même année, l'OSCE a fait appel au groupe pour mettre en place un centre permanent de consultations juridiques et de formation pour entrepreneurs à Khorog. Le centre est maintenant pressenti par le Programme d'appui de la Fondation Aga Khan à la création d'entreprises en montagne en tant que partenaire éventuel pour ses projets de pépinières d'entreprises.

Bess Brown est économiste au Centre de l'OSCE à Douchanbé, où elle a occupé diverses fonctions depuis 2004. Elle a été analyste chercheur sur l'Asie centrale à Radio Liberty pendant 16 ans et a travaillé au Bureau de liaison de l'OSCE à Tachkent et au Centre de l'OSCE à Achgabat.

Enseigner les « ficelles » du métier

L'Unité économique de ce qui était à l'époque la Mission de l'OSCE au Tadjikistan a commencé à promouvoir le développement de petites entreprises dès 2003.

En apportant son soutien au programme de l'Organisation internationale du Travail intitulé « Lancer et améliorer votre entreprise », qui vise à affiner les capacités de formation des instructeurs, l'OSCE a contribué à constituer un réservoir d'experts suffisamment qualifiés pour transmettre leur savoir-faire aux aspirants entrepreneurs. Cette initiative a été particulièrement payante : aujourd'hui, le Centre de l'OSCE à Douchanbé fait régulièrement appel à cette ressource humaine pour ses projets de formation à l'entrepreneuriat.

C'est également en 2003 que l'Unité économique a commencé à appuyer des ONG locales dans le cadre de leurs projets visant à créer des ateliers de couture et des boulangeries communautaires et à domicile dans tout le pays. Le but poursuivi était d'accroître les compétences et, dans certains cas, de fournir aux femmes un lieu de travail correctement équipé, en particulier pour celles qui s'étaient soudainement trouvées à la tête de ménages pendant et après la guerre civile, de plus

en plus d'hommes étant partis à la recherche d'horizons plus favorables.

Des projets fructueux, tels que ceux de Madina, ont inspiré d'autres initiatives de l'OSCE visant à favoriser le développement de petites entreprises au Tadjikistan, où le climat n'est pas toujours favorable aux jeunes entrepreneurs. La bonne nouvelle est que, au niveau national, le Gouvernement a finalement admis que donner aux particuliers les moyens de faire preuve de davantage d'initiative pouvait constituer un moyen efficace de les sortir de la pauvreté. — Bess Brown



Atelier de couture financé par l'OSCE au Tadjikistan méridional.

OSCE/ASTRID EVENSEL



Les centres de ressources pour femmes font des percées impressionnantes

L'expérience tadjike de l'OSCE

PAR GRAZIELLA PIGA

Nigina A., 27 ans, est plus qu'une simple enseignante d'informatique à l'école du village. Elle joue un rôle dynamique dans l'un des sept centres de ressources pour femmes soutenus par l'OSCE dans l'oblast de Khatlon, au Tadjikistan méridional, en s'entretenant inlassablement avec des femmes et des adolescentes des activités des centres et en les encourageant à tirer parti de ce qu'ils ont à offrir.

Nigina ne se contente pas de prêcher du haut de son estrade. L'histoire de sa vie n'est guère différente de celle de nombreuses femmes dans les zones rurales du pays : forcée de se marier à l'âge de 14 ans, elle est devenue une femme battue. Après avoir enduré des souffrances et des mauvais traitements pendant plusieurs années, elle est revenue s'installer avec ses enfants dans la maison parentale où elle a été une nouvelle fois victime d'abus physiques et verbaux, infligés cette fois-ci par ses propres frères et ses propres parents. C'était leur façon de lui montrer qu'ils ne pouvaient lui pardonner son « échec ».

« Un jour, j'ai assisté à un séminaire sur les

droits des femmes organisé par le Centre de ressources de ma communauté », explique-t-elle. « Dès cet instant, ma vie a changé. » Elle est désormais déterminée à poursuivre sa formation et à faire quelque chose de sa vie.

L'histoire de Nigina finira peut-être bien, mais combien d'autres filles et de femmes y a-t-il, qui se sentent désemparées et isolées ?

Après la dissolution de l'Union soviétique, la guerre civile qui a suivi et l'effondrement de l'économie, les tadjiks ont commencé à voir réapparaître des pratiques locales archaïques qui érodent certains des progrès accomplis dans l'élimination des stéréotypes fondés sur le sexe.

Dix ans après le retour de la paix, les conséquences négatives de la guerre civile qui s'est prolongée cinq années durant sont toujours vivement ressenties par les hommes et les femmes : on estime à 25 000 le nombre de femmes ayant perdu leur mari et, alors que des milliers d'hommes poursuivent leur exode vers d'autres pays dans l'espoir d'y vivre de façon décente, de plus en plus de femmes sont à la tête de ménages et élèvent seules leurs enfants, dépendant largement de membres de leur famille et de leur belle-famille.

Femmes tadjikes à la sortie d'un cours de formation professionnelle au Centre de ressources pour femmes de Kourgan-Tioube, au Tadjikistan méridional.
Photo: OSCE/astrid Evrensel

Les femmes dans les régions les moins développées sont particulièrement vulnérables à tous les types de violences et de comportements abusifs et ne savent souvent pas à qui s'adresser pour obtenir des informations et une protection. En même temps, la plupart des gens répugnent encore à considérer la violence fondée sur le sexe comme étant liée de quelque manière que ce

Le Centre de l'OSCE à Douchanbé parraine un site Web et un magazine bimestriel en tadjik et en russe appelé *Ravzana ba Jahon* (« Fenêtre sur le monde »), qui comprend des informations sur les questions de parité des sexes au Tadjikistan : www.ravzana.tj

soit à la violation du droit d'accès des femmes à l'éducation, au planning familial et à la prise de décisions.

Les filles sont particulièrement désavantagées dans le Sud,

où l'analphabétisme est très répandu et où il n'est pas rare qu'elles arrêtent l'école après la septième année. Pourquoi les filles devraient-elles acquérir une formation, disent les familles et les communautés, puisque, de toute façon, elles se marient tôt ?

À l'appui des efforts déployés par le Gouvernement pour s'acquitter de ses engagements internes et internationaux d'améliorer la condition des femmes tadjikes, le Centre de Douchanbé a lancé en 2004 un projet pluriannuel visant à renforcer les capacités des ONG locales gérées essentiellement par et pour des femmes.

Au départ, l'OSCE avait créé sept centres de ressources pour femmes dans les zones rurales de Khatlon et de Sughd. Aujourd'hui, ces centres se sont transformés en un réseau de 11 centres de crise soutenus par l'OSCE.

À l'exception de l'un d'entre eux qui sert de foyer d'hébergement, les centres font bien plus que de fournir aux femmes en situation de crise un soutien psychologique et des avis juridiques. Ils offrent également des cours d'informatique et de formation professionnelle gratuits, enseignent la lecture et l'écriture et organisent des sémi-

naires axés sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Pour toucher autant de femmes et de fonctionnaires locaux que possible, les activités se déroulent dans les centres, mais également dans les villages environnants.

À ce jour, plus de 1 500 participants, dont 75% de femmes, ont appris un



Amélioration des aptitudes à la lecture et à l'écriture à Huroson, Kourgan-Tioube.

métier dans le cadre des stages de formation professionnelle, d'une durée de trois mois, gérés par les centres. Ces efforts, en particulier dans le Sud, sont souvent coordonnés avec l'action de l'Unité économique du Centre de l'OSCE à Douchanbé, qui organise des stages sur la manière de démarrer une petite entreprise.

Ces liens se justifient. Bien souvent, les participantes aux activités des centres de ressources révèlent qu'elles ont été victimes d'actes de violence familiale et s'enhardissent à demander de l'aide, ce qu'autrement elles ne feraient pas, par crainte d'être stigmatisées par leur communauté.

Ce ne sont là que quelques-unes de nos histoires qui se terminent bien et nous aspirons à en avoir beaucoup plus à vous raconter. Nous travaillons dur pour faire en sorte que, dans un futur rapproché, les centres pourront devenir davantage institutionnalisés afin qu'ils puissent plus aisément obtenir un soutien financier.

L'OSCE, les hommes et les femmes du Tadjikistan, et le Gouvernement ont tous pour intérêt commun l'adoption d'un projet de loi visant à fournir une assistance juridique et sociale aux victimes d'actes de violence familiale : cela signifiera qu'ensemble, nous serons en mesure de mener à bien notre action au niveau local dans un cadre solide.

Graziella Piga est responsable du programme de la parité des sexes au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Elle a dirigé une vaste gamme de projets pour les femmes au Vietnam, en Serbie et dans son Italie natale. Elle a également travaillé pour l'OSCE dans l'ex-République yougoslave de Macédoine et en Bosnie dans le domaine du perfectionnement de la police et des droits de l'homme.

Graziella Piga assiste à un atelier de formation professionnelle au Centre de ressources pour femmes de Kourgan-Tioube



Du Nord au Sud, les bureaux extérieurs de l'OSCE restent à l'écoute



Bureau extérieur de Gharm, vallée du Rasht, Tadjikistan central

+++PAR DMYTRO KONOPKO+++

Une réunion hebdomadaire du personnel au Centre de Douchanbé est terminée et, une fois de plus, je retourne à mon lieu d'affectation à Gharm, à 185 km de là. Cela me prendra de 4 à 8 heures, en fonction de la météo et des conditions le long de la route Douchanbé-Jirgatal-Saritoch. Cette route servant de principale voie de communication vers Och au Kirghizistan méridional, elle revêt une importance stratégique pour le Tadjikistan. Une entreprise chinoise s'est engagée à la moderniser, mais les travaux progressent avec une lenteur incroyable, comme je suis sur le point de m'en rendre compte.

Ayant parcouru quelque 40 km, je me prépare à affronter le tronçon non revêtu. Mon Nissan Patrol n'apprécie pas du tout et commence à gémir et à tressauter brutalement, comme s'il essayait de faire sortir mon âme de mon corps.

La localité de Gharm se situe au cœur de la vallée de montagne du Rasht au Nord-Est de Douchanbé. Pendant la guerre civile, elle

a été le théâtre de combats féroces entre les forces du Gouvernement et de l'opposition. Lorsque le Bureau extérieur a ouvert en 1998, le personnel avait du pain sur la planche : s'occuper du retour des réfugiés et de toute une gamme de questions relatives au relèvement post-conflit.

Le relief est de plus en plus accidenté. Je passe Rogun, site prévu d'un ambitieux projet d'énergie hydraulique, et longe le Vaksh, zigzagant entre les lacets de montagne. Je distingue de temps à autre de minuscules hameaux dans la vallée et de l'autre côté de la rivière. On m'a dit que la plupart d'entre eux ne pouvaient être atteints qu'en canot pneumatique et que certaines personnes gagnaient leur vie en proposant des services de transbordement.

Je double de lourds camions enveloppés de nuages de poussière et de fumée noire. Ces gros véhicules semblent être en ce moment le seul moyen de transport de marchandises et de produits en provenance de Douchanbé. Bien qu'à Gharm un aéroport ait été modernisé pour les festivités de l'an dernier qui ont marqué l'anniversaire de la signature de l'Accord sur l'instauration de l'entente en 1997, il reste pratiquement inutilisé vu que presque personne n'a les moyens de payer le prix des billets d'avion.

Négocier le tronçon de Kabu Jar de la grand-route Douchanbé-Jirgatal-Saritoch peut être un véritable exploit.

Photo : OSCE/Dmytro Konopko

Des minibus *marshrutka*, littéralement « taxis à itinéraire fixe », desservent la route Gharm-Douchanbé, mais voyager dans ces véhicules peut être une expérience terrifiante : la plupart d'entre eux sont bondés et mal entretenus, et les qualifications de certains de leurs conducteurs paraissent douteuses.

Je dépasse la station autrefois pittoresque mais maintenant négligée d'Obigarm, célèbre pour ses sources thermales, et pénètre dans la vallée du Rasht. Maintenant, je n'ai plus qu'à négocier le Kabu Jar, couloir de 4 kilomètres connu pour ses avalanches de roches et ses glissements de terrain fréquents, causés par la fonte de la neige en hiver et par les pluies au printemps et à l'automne. Et puis il y a aussi les secousses sismiques occasionnelles. Un voyageur peut prévoir d'être coincé ici pendant plusieurs heures, à attendre que les obstacles soient débarrassés par des bulldozers, lesquels, souvent, n'ont pas assez de carburant.

C'est le printemps et le Vakhsh, dans lequel se jettent le Surkob et le Hingob, est plein de pierres entraînées par le flot rugis-



OSCE/ARMANDS RUPOLS

Centre de Gharm.

sant de couleur rouge. Aussi menaçant soit-il, ce bruit a été attendu par les Tadjiks tout au long de l'hiver. Il signifie que les terres sont finalement irriguées et que l'électricité arrive pour permettre à la population locale de retourner à la vie active après n'avoir eu de l'électricité qu'une heure par jour pendant des mois d'affilée.

J'arrive à Gharm alors que la journée tire à sa fin. Demain m'attend un autre déplacement, cette fois à Jirgatol, localité située à la frontière kirghize, où le Centre de Douchanbé a mené un projet destiné à stimuler l'activité des entreprises. Cette initiative de l'OSCE, aussi modeste soit-elle, promet un peu de lumière à l'horizon dans une des régions les plus déshéritées du pays.

Mais c'est une autre histoire.

Dymytro Konopko a pris ses fonctions d'agent de terrain à Gharm en avril 2006. Il est aidé par sept agents nationaux. Il a été détaché par le Ministère ukrainien des affaires étrangères, où il s'occupait de maîtrise des armements et de désarmement, de ressources humaines et d'affaires consulaires. Il a également été membre de la délégation de l'Ukraine auprès de l'OSCE et de l'Organisation des Nations Unies.



OSCE

Dymytro Konopko avec son assistante, Jamilya Sharipova.



OSCE/DIMITRY PRUDITSKI

Étudiantes balayant le jardin botanique de Khoudjand à l'occasion de la Journée de la terre 2007

Bureau extérieur de Khoudjand, oblast de Sughd, nord du Tadjikistan

PAR GIORGIA A. VARISCO

8 h 30. Cela fait deux semaines seulement que je suis arrivé à Khoudjand et me voilà par une belle journée de printemps sur le point de faire un discours devant des centaines de jeunes étudiants qui sont membres du mouvement « Patrouille verte ». La manifestation d'aujourd'hui, une cérémonie de la Journée de la terre, a pour objet de sensibiliser à l'environnement et d'impliquer les jeunes dans la protection de l'environnement et la préservation de la région.

L'environnement est un gros problème ici dans la région nord de Sughd. Le citoyen moyen ignore toujours en grande partie les effets nocifs à long terme que peut avoir le fait de vivre à proximité d'une des nombreuses décharges de déchets radioactifs à ciel ouvert – héritage de l'Union soviétique. Quelque chose qui donne à réfléchir : la quantité totale de déchets radioactifs au Tadjikistan atteint près de 55 millions de tonnes, qui sont stockées pour l'essentiel dans la vallée de Ferghana où se trouve Sughd.

11 heures. Nous rencontrons le gouverneur adjoint de la région de Sughd pour nous entretenir de l'engagement de l'administration locale en faveur du centre de crise géré par l'OSCE, qui a été créé deux ans auparavant. Comme dans de nombreuses parties du monde, il est difficile ici pour les femmes battues et maltraitées d'échapper à leur situation tragique et de trouver un refuge. Abandonner un mari et sa famille peut entraîner une répudiation par l'ensemble de la communauté. Un centre de crise comme le notre sert non seulement de refuge, mais offre aussi une assistance juridique et médicale professionnelle ainsi que des services de conseil sur les droits des femmes et à l'intention des couples.

13 heures. Je me détends en déjeunant au bureau avec mes collègues, Shahlo, Nazokat et Suhrob. C'est à peu près la seule occasion que nous avons de parler de l'actualité dans le monde et des derniers développements dans la vallée de Ferghana, au Tadjikistan en général et, bien entendu, en Italie.

La question du multipartisme comme indicateur d'une société démocratique vient sur le tapis. Lors d'un entretien avec un journal gouvernemental, on m'a demandé récemment si je pensais que le système pluraliste du pays satisfaisait aux normes démocratiques internationales. Je ne me sentais pas à l'aise pour répondre à cette question délicate, mais j'ai trouvé encourageant que ce genre de sujets puisse être évoqué dans les médias tadjiks.

17 heures. Plusieurs étudiants viennent nous rendre visite à notre bureau extérieur comme ils le font régulièrement deux fois par mois. C'est une occasion pour nous d'avoir des échanges avec la fraction jeune de la société. Le sujet d'aujourd'hui, c'est le nouveau décret présidentiel interdisant les minijupes, le *hijab* (voile musulman), les soirées et les téléphones mobiles dans les écoles. Ce décret limite également le port de bijoux dans les écoles et les universités aux parures traditionnelles. Aujourd'hui, la discussion est beaucoup plus animée qu'à l'habitude. Certains pensent que ces mesures aide-



Vieille mosquée de Khoudjand.

ront effectivement à préserver les traditions tadjikes et d'autres qu'elles entraîneront un nouveau décalage entre les jeunes et le Gouvernement.

19 heures. Je trouve finalement le temps de répondre à des messages électroniques. Je regarde par la fenêtre d'où je peux assister à un coucher de soleil rouge typique de Khoudjand. Dans le lointain, la lumière déclinante jette une lueur magique sur les coupoles bleues de la vieille mosquée et de la *madrassa*.

Giorgia A. Varisco, de nationalité italienne, dirige le Bureau extérieur de Khoudjand depuis avril 2007. Elle travaille avec sept agents nationaux. Ancienne responsable de programmes au PNUD et à ONUSIDA, elle a géré, suivi et coordonné des programmes portant sur la lutte contre la corruption, les droits de l'homme, la parité des sexes et la mobilisation des communautés au Kirghizistan, en Roumanie, en Ukraine, en Italie et en Afrique du Sud.



Ânes le long de la route de Danghara, un jour du mois de mai.

Bureau extérieur de Kouliab, oblast de Khatlon, Tadjikistan méridional

PAR WILLIAM PRYOR

7 heures. À nouveau, je ne me suis pas lavé. Comme les 80 000 autres habitants de Kouliab, nous n'avons plus d'eau courante depuis quelques jours. J'espère que les visiteurs que nous attendons de l'Unité des médias à Douchanbé ne s'en apercevront pas.

Nous buvons du thé et mangeons du *non* (pain sans levain) pour notre petit déjeuner au cours duquel nous discutons — ce n'est pas la première fois — de la délicate ques-

tion des femmes et des bicyclettes. Si nous sommes heureux d'avoir un véhicule à quatre roues motrices pour nous déplacer dans les régions montagneuses à la frontière avec l'Afghanistan, j'avais envisagé d'acquérir quelques bicyclettes à l'usage du personnel de terrain en ville. L'idée semble avoir achoppé à l'épineuse question de Ramziya, une collègue pamirienne, qui circulerait à bicyclette, ce qui serait assez inhabituel pour cette région. « Pourquoi pas ? », me dit un membre du contingent masculin, « mais si c'était ma fille, je le lui interdirlais. »

10 h 15. Ramziya est partie au centre local d'information des travailleurs migrants pour répondre à une demande de suivi émanant de notre Unité économique à Douchanbé. Nous travaillons avec l'Organisation internationale des migrations et prêtons notre concours à plusieurs de ces centres depuis 2006 en contribuant à faire en sorte que les milliers de Tadjiks qui se rendent en Russie pour y travailler le font en ayant une idée précise de leurs droits et de leurs responsabilités une fois sur place. Nous estimons d'un commun accord que nous devons faire davantage pour encourager les travailleurs migrants potentiels à passer au centre local.

Entre temps, notre assistant de bureau, Bahodur, m'aide à répondre au téléphone à un homme âgé dont le fils, qui serait parti pour Iekaterinbourg en Russie méridionale pour y trouver du travail, aurait disparu. Il a entendu dire que son fils aurait eu des ennuis avec la police, mais ne sait pas comment obtenir davantage d'informations. Je lui conseille de s'adresser au Ministère des affaires étrangères et passe quelques coups de fils à des contacts à Iekaterinbourg (je découvrirai par la suite que le fils est effectivement en détention préventive inculpé de possession de drogues — un rappel assez peu réjouissant de l'importance du Centre d'information pour travailleurs migrants.)

12 h 30. L'équipe de l'Unité des médias arrive pour une réunion avec des journalistes locaux. Certaines des difficultés auxquelles ces derniers sont confrontés semblent insurmontables. La grande majorité des habitants de la région ont bien de la chance s'ils peuvent bénéficier de plus de quelques heures d'électricité par jour durant les mois d'hiver, de sorte que ni la radio ni la télévision ne sont efficaces dans cette contrée. L'OSCE travaille depuis maintenant quelques années avec le journal local, *Kulyabskaya pravda*, qu'elle aide à combler le manque d'informations. Je me joins aux journalistes pour discuter de stratégies possibles en vue

d'assurer la viabilité à plus long terme de cette entreprise.

15 heures. La visite du Haut Commissaire pour les minorités nationales étant imminente, nous venons d'accueillir une réunion avec des représentants des groupes ethniques de la région. Ces derniers estiment que la population de Kouliab est composée à plus de 90 % de Tadjiks. Kouliab abritait une majorité de Russes, mais les Ouzbèkes, les Tatars et les Afghans sont désormais tous plus nombreux que les 300 et quelques Russes.

Certains de ces minorités nationales font état de difficultés à obtenir des manuels dans leur propre langue. Toutefois, il semble que, pour la plupart, les problèmes économiques sont une plus grande préoccupation. Cela confirme le point de vue de la maire adjointe, dans les attributions de laquelle cette question tombe : au cours d'une réunion tenue plus tôt cette semaine, elle a décrit une communauté en grande partie homogène et harmonieuse. Cette communauté est peut-être unie dans la pauvreté pour le moment, mais je soupçonne que nous devons trouver des moyens de faire en sorte que la prospérité future ne révèle pas de dissensions.

20 heures, Du *plov* pour le dîner, accompagné de la première salade du printemps et encore du *non*. Évitant la question des bicyclettes, nous nous lançons avec enthousiasme dans un débat sur la polygamie. Soudainement je ne suis plus le libéral à la table jusqu'à ce que nous évoquions la question de la polyandrie. Certains de mes collègues s'étouffent en buvant leur thé à l'idée de femmes ayant plus d'un partenaire. Je suis sauvé par le gong — un appel bienvenu du Centre de Douchanbé. Je peux compter sur une livraison de carburant plus tard dans la soirée.

Avec l'arrivée du printemps et la floraison des cerisiers et des plaqueminières dans le jardin, j'ai presque oublié le froid incessant des mois d'hiver, même si nous dépendons encore beaucoup du groupe électrogène. Sans ce dernier, j'écrirais ce texte à la lumière d'une bougie et le déposerais à dos d'âne.

William Pryor, agent de terrain à Kouliab depuis octobre 2006, dirige une équipe de huit personnes. Ancien conseiller en matière de droits de l'homme auprès du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth, il a travaillé sur une vaste gamme de projets de réforme du secteur public, en particulier dans les domaines de la justice pénale, au Royaume-Uni, en Russie et dans plusieurs pays de l'ex-Union soviétique.



Bahodur Nazirov (à gauche) du Bureau extérieur de Kouliab en compagnie de Rustam Odinaev, rédacteur en chef de *Kulyabskaya pravda*, une publication indépendante.



La Présidence et l'Asie centrale

Engagement commun en faveur d'une communauté de valeurs

L'Ambassadeur José Ángel López Jorrín, chef de l'Équipe spéciale de l'OSCE de la Présidence espagnole, a accompagné le Président en exercice, le Ministre espagnol des affaires étrangères Miguel Ángel Moratinos, lors d'une visite rapide effectuée en Asie centrale du 9 au 14 avril. Après le Kazakhstan, ils se sont rendus au Turkménistan, en Ouzbékistan, au Kirghizistan et au Tadjikistan, des pays qui tous hébergent des opérations de terrain de l'OSCE. Dans un entretien pour le *Magazine de l'OSCE*, l'Ambassadeur López Jorrín explique comment des discussions directes avec les principaux responsables de la région et les représentants de la société civile contribuent à renforcer le dialogue entre l'OSCE et les pays hôtes et à rehausser le profil de l'Organisation.

Kathleen Samuel : Pourquoi l'Asie centrale est-elle importante pour l'OSCE ?

Ambassadeur José Ángel López Jorrín : Les cinq pays d'Asie centrale ont accédé à l'indépendance il y a plus de 15 ans. Ils ont tenu leurs engagements envers l'OSCE et apprécient son approche globale en matière de sécurité.

Ces pays sont confrontés à un ensemble unique de préoccupations communes – le trafic de drogues illicites, des frontières perméables, la dégradation des terres et la contamination des sols, notamment – qui menacent aussi la stabilité d'autres États participants. L'Asie centrale se trouve à la frontière géographique de la communauté de l'OSCE et en première ligne d'une partie intéressante du monde.

Dans le même temps, chacun des pays d'Asie centrale relève ses défis spécifiques en renforçant ses institutions démocratiques tout en traversant une transition rapide. L'appui apporté par l'OSCE est vital ; il permet à ces pays de maintenir la stabilité et de faire partie de la famille de l'OSCE tout en partageant les valeurs et les normes communes de l'Organisation.

Comme ces pays sont à la croisée des mondes musulman, chinois et transatlantique, ils sont un apport au riche spectre de perspectives offertes par les 56 États participants. Par leurs délégations à Vienne, ces pays contribuent pleinement à orienter l'Organisation et à maintenir le dialogue.



Quelles sont les priorités de la Présidence concernant l'Asie centrale ?

D'une manière générale, nous accordons une grande attention à la consolidation et au renforcement des mécanismes et des institutions qui appuient la démocratisation, l'état de droit, la bonne gouvernance et le renforcement des capacités en faveur de la société civile. Ces thèmes sont importants pour tout l'espace de l'OSCE puisqu'ils appuient la stabilité et la sécurité dans toutes les régions, notamment en Asie centrale, et permettent de faire face aux menaces que constituent le terrorisme et la criminalité organisée.

Plus précisément, nous sommes conscients qu'il importe d'aider chacun des pays d'Asie centrale à améliorer leur sécurité environnementale. La dégradation des terres n'est qu'un des nombreux défis que ces pays doivent relever. La gestion de l'eau en est un autre. N'oublions pas non plus que lorsque ces pays faisaient partie de l'Union soviétique, il n'existait qu'un seul système de gestion de leurs ressources, alors qu'aujourd'hui, il y en a cinq.

Comment la visite du Président en exercice en Asie centrale a-t-elle permis de promouvoir ces priorités ?

Nous avons eu des discussions intenses et fructueuses sur un grand nombre de ques-

Kipchak (Turkménistan), 12 avril 2007. Un imam à la mosquée de la spiritualité accueille l'Ambassadeur José Ángel López Jorrín (à gauche), Javier Sancho Velásquez, directeur général du Cabinet du Ministre espagnol des affaires étrangères, et le Président en exercice Miguel Ángel Moratinos.

tions et nous avons réussi à trouver un terrain d'entente sur les priorités de la Présidence.

- Au Kazakhstan, le Président en exercice a eu des discussions constructives avec le Président Nursultan Nazarbaev et le Ministre des affaires étrangères Marat Tazhin sur le programme de réformes politiques du pays.

- Le Président en exercice a été bien reçu par le Président nouvellement élu du Turkménistan Gurbanguly Berdimukhammedov. L'accroissement de la coopération a été au centre de leurs discussions.

- En Ouzbékistan, le Président Islam Karimov et le Président en exercice se sont entretenus sur un certain nombre d'activités concrètes et sur les relations du pays avec l'OSCE.

- Poursuivant sa visite au Kirghizistan, le Président en exercice Ángel Moratinos s'est entretenu avec le Président Kurmanbek Bakiev sur la nécessité de prendre des mesures supplémentaires pour stabiliser la situation politique.

- Durant la dernière partie du voyage, le Président Emomali Rahmon et le Président en exercice ont passé en revue les réalisations du Tadjikistan depuis la fin, il y a dix ans, du conflit civil qui a duré cinq ans. Ils ont échangé des idées sur l'appui continu apporté par l'OSCE à l'État hôte qui entre dans une nouvelle ère de développement économique et démocratique.

Au cours de nos réunions, nous avons également été en mesure de mettre en commun les informations dont nous disposons sur les activités des opérations de terrain de l'OSCE dans les trois dimensions. Nous avons discuté de mesures visant à promouvoir les engagements de l'OSCE et élaboré des concepts sur les questions économique-environnementales et sur la gestion des frontières.

À en juger d'après l'impact qu'a eu votre voyage en Asie centrale, quel est, selon vous, le rôle des visites régulières effectuées par la Présidence dans des pays importants de l'espace de l'OSCE ?

En ce qui concerne l'Asie centrale, la visite du Président en exercice Ángel Moratinos a fait ressortir l'importance stratégique de la région pour la communauté de l'OSCE, s'est inscrite dans le droit fil des visites effectuées par les précédents présidents en exercice et a perpétué une tradition selon laquelle l'Organisation réaffirme son attachement à ces pays.

Bien sûr, j'ose espérer que ces visites ont favorisé le sentiment que le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont des partenaires égaux de l'Organisation et en sont des parties prenantes.

Je pense également que ces visites offrent aux États participants une occasion unique de renouveler leur intérêt de longue date pour l'OSCE. Les dirigeants des pays coopèrent avec l'Organisation au niveau le plus élevé, au-delà des mécanismes habituels. Les représentants nationaux, depuis le président jusqu'aux membres de la société civile, ont la possibilité de partager leurs idées et leurs points de vue directement avec le Président en exercice.

Vous avez mentionné le dixième anniversaire de la fin d'un des conflits les plus tragiques de l'Asie centrale. Quelle est l'importance de ce tournant pour l'OSCE ?

Nous partageons tout à fait le sentiment de fierté des Tadjiks pour ce qu'ils ont accompli au cours de la dernière décennie puisque l'Organisation a joué un rôle important dans le processus de paix. Même avant l'accord de paix conclu en 1997, l'OSCE, par sa Mission à Douchanbé, s'employait déjà activement à aider à instaurer des institutions démocratiques. Il existe donc un long passé de dialogue et de coopération entre le Tadjikistan et l'Organisation.

Bien que chaque conflit soit unique, j'espère que la manière dont le Tadjikistan a réussi à surmonter ses divergences internes servira de modèle à d'autres États participants. L'accord de partage de pouvoir qui a résulté de l'accord de paix a montré à quel point il est important de faire participer tous les principaux acteurs à la fois au processus et aux résultats.

Une autre leçon à retenir est que l'établissement d'un accord de paix ne signifie pas nécessairement que le conflit soit terminé et ne puisse reprendre. Comme le Tadjikistan l'a prouvé, un accord de paix instaure plutôt un cadre dans lequel les questions qui divisent peuvent être examinées de manière constructive.

Aujourd'hui, le moment est toutefois venu de se tourner vers l'avenir. Des discussions entre l'OSCE et le Tadjikistan sont en cours et portent sur la manière dont l'Organisation peut aider le pays à poursuivre sa voie vers un développement démocratique et économique. La vaste portée de l'appui de l'OSCE traduit la capacité de l'Organisation à répondre avec efficacité aux demandes d'assistance.

Personnellement, qu'est ce qui vous a le plus surpris au cours de votre voyage ?

Ce voyage a été mon premier voyage en Asie centrale. Cela a été une découverte et cela m'a ouvert les yeux sur un monde tout à fait nouveau pour moi. J'ai été impressionné par la diversité de la région. Dans les contrées occidentales de l'OSCE, nous avons souvent tendance à regrouper tous ces pays à cause de leur situation géographique commune et de leur ancienne appartenance à l'ex-Union soviétique (et du fait de notre ignorance de ces pays).

J'ai été surpris par leur diversité et par celle de leur population qui m'a permis d'apprécier l'importance d'un engagement individuel avec chaque pays selon ses caractéristiques propres. J'ai également été impressionné par nos discussions et par le dynamisme des personnes que nous avons rencontrées. Rencontrer des personnes et apprendre à les connaître ainsi que leurs dirigeants a été très gratifiant.

Kathleen Samuel est l'administratrice principale chargée de l'appui à la politique générale pour l'Asie centrale au Centre de prévention des conflits du Secrétariat de l'OSCE.

L'eau source de vie

Les pays d'Asie centrale se mobilisent pour gérer en commun une précieuse ressource

Par Saulius Smalys

En Asie centrale, comme partout ailleurs, l'eau est la clef du progrès social et économique. Au Tadjikistan, les habitants le disent plus simplement : *ob manbai hayot ast*. (« L'eau est source de vie. »)

Du haut des montagnes du Tian Shan au Kirghizistan, le Naryn entame un voyage de plus de 2 000 km jusqu'à la mer d'Aral, qui était dans le passé la quatrième plus grande étendue d'eau intérieure du monde. Dans la vallée de Ferghana, le Naryn conflue avec le Kara-Daria et devient le Syr-Daria, étanchant la soif des champs de coton et des communautés de Kokand en Ouzbékistan, de Khoudjand au Tadjikistan, ainsi que de Kyzyl-Orda et du Turkestan au Kazakhstan, avant de s'assécher à une bonne distance de la mer.

L'Amou-Daria, qui est deux fois plus étendu que le Syr-Daria est alimenté par la fonte des neiges et des glaciers du Pamir.

Il prend sa source dans le lac Zorkul, à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan. Devenu le Pamir, ses eaux dévalent vers l'est, puis vers le nord-ouest à travers l'Hindu Kush. En tant que Piandj, ses eaux filent le long de la frontière afghane, d'abord avec le Tadjikistan, ensuite avec l'Ouzbékistan, et enfin avec le Turkménistan.

Poursuivant sa course vers le nord à partir de Kerki, l'Amou-Daria passe Turkménabad avant de longer la frontière avec l'Ouzbékistan et de se déverser dans le delta de la mer d'Aral. Ces eaux, également, disparaissent dans le désert avant d'atteindre la mer d'Aral en raison d'une gestion irresponsable.

La dépendance réciproque vis-à-vis de cette précieuse ressource est depuis longtemps reconnue comme étant un fait inéluctable. À l'ère soviétique, un réseau relativement efficace de partage de l'eau, tenant compte des circonstances saisonnières et régionales, alimentait la production de coton, de fruits et de légumes de ce qui était à l'époque un seul pays.

Près de deux décennies plus tard, les besoins des États en amont, qui utilisent l'eau pour produire de l'hydroélectricité, sont moins aisément gérés par rapport aux priorités en matière d'irrigation de leurs voisins en aval et de leur secteur agricole.

En outre, la perspective d'une augmentation de la consommation au Tadjikistan et en Afghanistan pouvant atteindre jusqu'à 28 km³ d'eau de l'Amou-Daria est une source de grave préoccupation pour les Ouzbeks et les Turkmènes en aval. Bien qu'il bénéficie des ressources en eau les plus importantes d'Asie centrale, le Tadjikistan doit encore exploiter beaucoup

de ce potentiel et il est aux prises avec ses propres problèmes de gestion de l'eau alors que sa population s'accroît. Quant à l'Afghanistan, à mesure que sa situation politique se stabilise et que son développement s'accélère, il compte irriguer environ 400 000 hectares de terres supplémentaires pour diverses cultures.

De très nombreuses dispositions législatives réglementent le partage international de l'eau, notamment les Règles d'Helsinki relatives aux utilisations des eaux des fleuves internationaux (1996) et la Convention sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux (1992). Plusieurs accords conclus dans les années 90, notamment entre le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan, sont axés spécialement sur la gestion du bassin de la mer d'Aral.

Malheureusement, la plupart de ces accords — du fait de leur nature déclarative et de leurs tâches et objectifs irréalisables — ne se sont pas avérés suffisants pour empêcher la disparition des eaux de la mer d'Aral, ce qui a conduit à un déclin écologique et socio-économique supplémentaire.

En même temps, les efforts déployés individuellement par les pays de la région et le manque de ressources financières rendent l'objectif d'une gestion plus avisée de l'eau encore plus difficile à atteindre. Pour intégrer toutes ces initiatives disparates, il est indispensable que les organisations et les donateurs internationaux participent activement au processus d'élaboration de projets visant à prévenir d'autres catastrophes écologiques et à suivre et à gérer l'impact environnemental de l'industrie et de l'agriculture.

L'OSCE a relevé ce défi en lançant, cette année, un projet destiné à promouvoir la coopération régionale axée sur la gestion des rivières transfrontières. Des spécialistes de toute la région feront équipe pour analyser la gestion de l'eau et les problèmes écologiques du bassin de la mer d'Aral, examiner la législation en la matière et repérer les obstacles à sa mise en œuvre, et formuler des recommandations à l'intention de chacun des États

d'Asie centrale, ainsi que de l'Afghanistan.

Le projet de l'OSCE ne représente qu'un premier pas dans le cadre d'un ambitieux programme. Les activités envisagées n'influenceront le cours des choses que si l'OSCE, les donateurs internationaux et chacun des pays de la région mettent leur influence politique collective, leur soutien financier et leur bonne volonté au service du projet.

Encouragé par les recommandations formulées lors du quinzième Forum économique et environnemental de l'OSCE, qui s'est récemment déroulé à Prague, le Centre de Douchanbé est prêt à prendre des mesures concrètes de suivi pour améliorer la façon dont la région gère ses ressources hydriques transfrontières.

Saulius Smalys est écologue au Centre de l'OSCE à Douchanbé. Il a dirigé l'Unité des programmes et des projets de l'Union européenne au Ministère lituanien de l'environnement. Il a également été directeur d'EuroInfoCentre et du Corps de la paix des États-Unis.



La photo de la mer d'Aral en régression prise par Eric Gourlan a remporté un prix lors du concours de photographies de l'OSCE 2007 parrainé par la Présidence espagnole de l'Organisation. Le thème en était : « La terre et l'eau, protégeons notre fragile environnement ».

Transport, transit et transactions

Réduction des goulots d'étranglement en matière d'échanges dans les États sans littoral

PAR SUSANNA LÖÖF
ET ROEL JANSSENS

Distancias inmensas por carreteras en un estado tan deplorable que los camiones de mercancías sólo pueden circular a paso de tortuga, colas kilométricas de espera en los pasos fronterizos, y normativas sobre visados tan estrictas que muchas compañías tienen prohibida la entrada en esos países por haberlas infringido: Éstos son tan sólo algunos de los muchos desafíos a los que se enfrentan los países sin acceso directo al mar cuando intentan introducir sus productos en el mercado.

Des distances gigantesques sur des routes si mauvaises que les camions qui transportent les marchandises ne peuvent rouler qu'à la vitesse d'un escargot, des files d'attente longues de plusieurs kilomètres aux points de passage des frontières, et des règles de visa si draconiennes que de nombreuses entreprises se voient mises à l'index en raison de violations : ce ne sont là que quelques-uns des problèmes auxquels les pays qui n'ont pas d'accès direct à la mer sont confrontés pour commercialiser leurs produits.

Pour supprimer ces obstacles au progrès, le Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE a lancé un ambitieux programme visant à renforcer l'action internationale par le dialogue et des partenariats entre les diverses parties prenantes. Sur une liste de l'Organisation des Nations Unies comportant 31 pays en développement sans littoral, neuf sont des États participants de l'OSCE : Arménie, Azerbaïdjan, ex-République yougoslave de Macédoine, Kazakhstan, Kirghizistan, Moldavie, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan (la

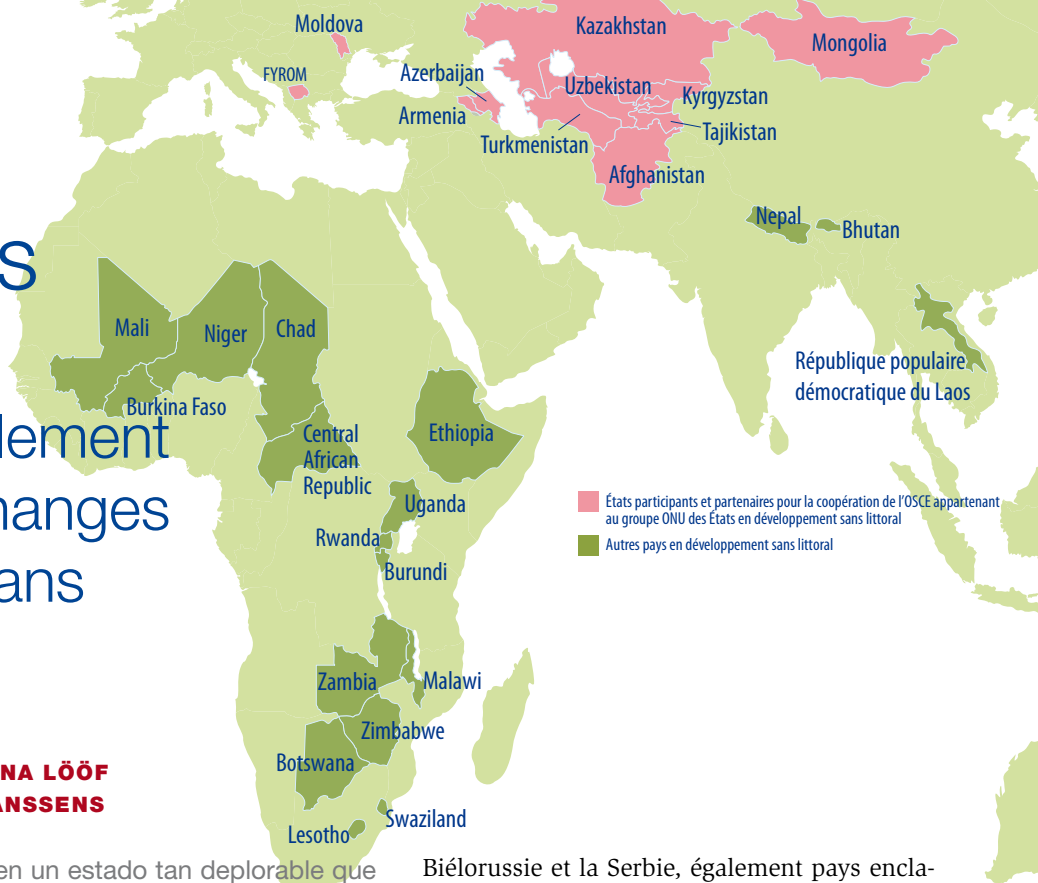
Biélorussie et la Serbie, également pays enclavés, ne sont pas membres du groupe spécial de l'ONU).

L'initiative spéciale de l'OSCE a été lancée en janvier 2006 sous la Présidence belge et se poursuit cette année par une grande conférence sur le transport en transit transasiatique et eurasiatique qui doit avoir lieu les 23 et 24 octobre à Douchanbé (Tadjikistan). Ce thème figurait également à l'ordre du jour d'une conférence sur le renforcement de la sécurité coopérative entre l'OSCE et ses partenaires asiatiques pour la coopération, qui a eu lieu les 12 et 13 juin. C'est la Mongolie, elle-même pays enclavé, qui a accueilli cette manifestation.

Notant que l'Asie centrale est particulièrement marginalisée dans le système commercial mondial en raison de son éloignement de la mer et des principaux marchés mondiaux, Bernard Snoy, le Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE, estime que relier la région à l'océan Indien offrirait une voie de communication plus courte, mais que cela prendrait des décennies avant que des liaisons soient créées ou suffisamment modernisées.

« Le commerce et les liaisons de transport avec la Chine, qui partage une frontière longue de 3 300 km (2 050 miles) avec les pays d'Asie centrale sans littoral, prennent également de plus en plus d'importance », ajoute-t-il. « La Chine aussi a donc tout intérêt à voir l'environnement de transit s'améliorer. »

Des solutions efficaces font cruellement



défaut au Kazakhstan, qui est distant de 3 750 km (2 330 miles) du plus proche accès à la mer, ce qui en fait un des pays les plus enclavés du monde.

« Les longs délais de livraison des marchandises augmentent en fin de compte leur coût et réduisent la compétitivité du pays », indique Munavara Paltasheva, la directrice du Forum des entrepreneurs du Kazakhstan.

Les frontières nationales constituent également un obstacle pour les exportateurs en raison de procédures douanières complexes, coûteuses et prenant un temps considérable. « Il faut cinq jours pour rassembler tous les documents nécessaires et sept autres pour obtenir l'autorisation finale », explique Mme Paltasheva. « Il y a trop d'organes de contrôle aux frontières qui ne font rien d'autre que de vendre des timbres. Les droits de douane élevés sont le plus grave problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui. »

Et les véhicules avancent comme des escargots. « Un camion transportant des marchandises de Khargos à la frontière chinoise à Tachkent en Ouzbékistan roule à une vitesse moyenne de 31 km/h », indique-t-elle. « Le temps total d'attente aux frontières est de 20 heures environ ».

Une autre contrainte, ajoute-t-elle, est celle des écartements de rails différents au Kazakhstan et en Chine, qui doivent être uniformisés.

L'OSCE favorise la coopération visant à aider les entrepreneurs kazakhs et les autres entrepreneurs de la région à surmonter les obstacles posés par la géographie, contribuant ainsi à leur développement et à leur prospérité. Le modèle est le Programme d'action d'Almaty, un document historique adopté lors d'une conférence des Nations Unies tenue au Kazakhstan en 2003, qui vise à promouvoir les partenariats mondiaux dans le domaine du transport (voir la page suivante).

Même si construire de meilleures autoroutes et de meilleurs systèmes ferroviaires dans les pays enclavés ne relève pas des attributions de l'OSCE, l'Organisation peut néanmoins influencer le cours des choses, indique M. Snoy. « Le rôle que nous sommes très capables de jouer est celui de facilitateur et de catalyseur politique offrant une plateforme de dialogue et de coopération entre acteurs internationaux et entre nos États participants. »

Toutefois, c'est aux pays enclavés eux-mêmes qu'il appartiendra de stimuler les efforts, ajoute-t-il. « Les politiques nationales devraient être plus cohérentes et la facilitation des échanges et du transport devrait faire partie intégrante des stratégies économiques et sociales de ces pays. »

Au Kazakhstan, les entreprises de transport sont aux prises non seulement avec des fondrières et des files d'attente à la douane, mais également avec des règles de délivrance de visa qui sont si strictes que de nombreuses entreprises finissent par les enfreindre, explique Theodor Kaplan, le Secrétaire général de l'Union des transporteurs routiers internationaux du Kazakhstan.

La durée de séjour autorisée dans le pays qui émet un visa Schengen est souvent limitée à dix jours, ce qui ne laisse pas suffisamment de temps

aux transporteurs pour livrer les marchandises à destination, récupérer un chargement pour le retour et quitter le territoire Schengen. Ceux qui ne le quittent pas avant l'expiration de leur visa peuvent se voir sanctionnés d'une interdiction d'entrée à vie.

« Cela signifie que la plupart des entreprises n'ont pas la possibilité de livrer des marchandises dans ces pays et restent en dehors de ce marché », indique M. Kaplan. « Plus de 50 sociétés ont été privées du droit d'entrée dans des pays de l'espace Schengen ces deux dernières années. »

Il invite les pays à parvenir à un accord qui autoriserait l'octroi de visas ayant une plus longue période de validité, ce qui permettrait aux entreprises de mener à bonne fin leurs transactions. « La vraie solution consisterait à octroyer aux chauffeurs professionnels dignes de ce nom au moins un visa d'un an à entrée multiple sans restrictions particulières de durée et d'accès à l'espace Schengen », explique-t-il.

Edouard Titov, responsable du département transport de l'entreprise de transport CBC indique qu'il faut deux semaines pour acheminer des marchandises du Kazakhstan à Hambourg, à condition qu'il n'y ait pas de retards aux frontières.

« Le problème le plus grave aux frontières est celui des pots de vin », explique-t-il. « D'année en année, ils ne cessent d'augmenter. Les procédures douanières ne sont pas réglementées, ce qui conduit fréquemment à des retards aux frontières. »

Ces facteurs se conjuguent pour « diminuer sensiblement le niveau des exportations et des importations de la République du Kazakhstan et empêcher son économie de se développer », ajoute-t-il.

Les entreprises dans d'autres pays en développement sans littoral sont confrontées à des obstacles similaires. Au Kirghizistan, les petites et moyennes entreprises luttent pour croître, en dépit des frais de transport prohibitifs et de leur éloignement des principaux marchés, déclare Abdimomun Goldoshev, le directeur de l'antenne du Conseil international des entreprises dans la ville méridionale d'Och.

« Il est vraiment difficile pour les entreprises locales de



Province de Khatlon, Tadjikistan méridional : la vétusté de l'infrastructure ferroviaire, du matériel roulant et des installations de changement de bogies entrave le commerce international de l'Asie centrale.

OSCE/ASTRID EYENBEL

mon pays de concurrencer leurs homologues au niveau régional ou international », indique-t-il. « En conséquence, le taux d'investissement étranger direct est aujourd'hui assez faible dans la région. »

La seule façon de sortir de ce dilemme consiste, selon M. Goldoshev, à ce que les gouvernements et la communauté internationale coopèrent.

C'est précisément la raison pour laquelle l'OSCE accorde davantage d'attention à la coopération régionale et mondiale dans ce domaine crucial, indique M. Snoy. L'Organisation encourage les États participants à élaborer des systèmes de transport et logistiques intégrés qui englobent tous les modes de transport.

L'OSCE s'est également employée à inciter les États à adopter des procédures de visa plus efficaces, à réduire leur dépendance des droits douaniers, et à simplifier la paperasserie relative aux exportations, aux importations et au transit de marchandises.

« Certaines des barrières aux échanges ne sont rien d'autre qu'une forme de protectionnisme de l'industrie nationale », explique-t-il. « Les pays devraient comprendre que la facilitation des échanges et du transport amène d'autres effets positifs tels qu'une augmentation de l'investissement étranger direct et un climat des affaires plus stable. »

Susanna Lööf est attachée de presse à la Section de la presse et de l'information du Secrétariat. Roel Janssens est conseiller pour les questions économiques et environnementales au Bureau du Coordonnateur des activités économiques et environnementales de l'OSCE. Informations supplémentaires : Lea Bure (Centre d'Almaty) et Kimberley Bulkley (Centre de Bichkek).

Programme d'action d'Almaty : favoriser la croissance et le développement

Lors de leur réunion du Conseil ministériel à Bruxelles en décembre 2006, les États participants de l'OSCE sont convenus d'appuyer la mise en œuvre du Programme d'action d'Almaty dans l'espace de l'OSCE, premier document mondial approuvé par les Nations Unies qui vise à répondre aux besoins des pays en développement sans littoral.

Ce faisant, le Conseil ministériel a également encouragé le Secrétariat à coopérer étroitement avec le Bureau du Haut Représentant des Nations Unies pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États en développement insulaires.

L'actuel Haut Représentant et Secrétaire général à l'OSCE, Anwarul K. Chowdhury, estime que le type de coopération que l'OSCE promeut est l'un des meilleurs moyens de répondre aux besoins particuliers de ce groupe de pays.

« L'intégration et la collaboration régionales devraient permettre le démantèlement des barrières aux échanges, de réduire les coûts de transaction et d'encourager les économies d'échelle, contribuant ainsi à une croissance économique mutuelle à la fois des pays en développement sans littoral et de leurs pays de transit voisins, » dit-il.

Le Programme d'Almaty a été adopté lors d'une conférence des Nations Unies au Kazakhstan en 2003, suite à la Déclaration du Millénaire des Nations Unies de 2000. Le Programme d'action a pour objectifs :

- de garantir l'accès à la mer et depuis la mer à tous les modes de transport en vertu des règles applicables du droit international ;
- de réduire les coûts et d'améliorer les services pour que les exportations soient plus compétitives ;
- de diminuer les coûts de livraison des importations ;
- d'analyser les problèmes dus aux retards et aux aléas des itinéraires commerciaux ;
- de mettre en place des réseaux nationaux adéquats ;
- de réduire les pertes, les dégâts et les avaries qui surviennent en cours de route ;
- de favoriser l'essor des exportations ; et

- d'améliorer la sécurité des transports routiers et celle des voyageurs des couloirs de transport.

La Conférence de l'OSCE sur le transit qui doit se tenir les 23 et 24 octobre à Douhaïbi devrait permettre d'examiner les progrès accomplis au titre du Programme d'action d'Almaty.

Selon M. Chowdhury, ce processus d'examen est un « point de ralliement commun » pour les gouvernements des pays sans littoral, leurs pays de transit voisins, les partenaires de développement et le secteur privé. « Bien sûr, nous comptons également sur le concours actif et l'appui de l'OSCE », dit-il.

Cette conférence, qui sera organisée par le Gouvernement du Tadjikistan, s'inscrit dans la suite de l'Atelier commun tenu à Vienne les 12 et 13 décembre 2006 par l'OSCE et le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États en développement insulaires, qui a rassemblé quelque 30 experts principaux et plusieurs représentants de presque toutes les grandes organisations.

Distance la plus proche de la mer (en km)

États participants de l'OSCE

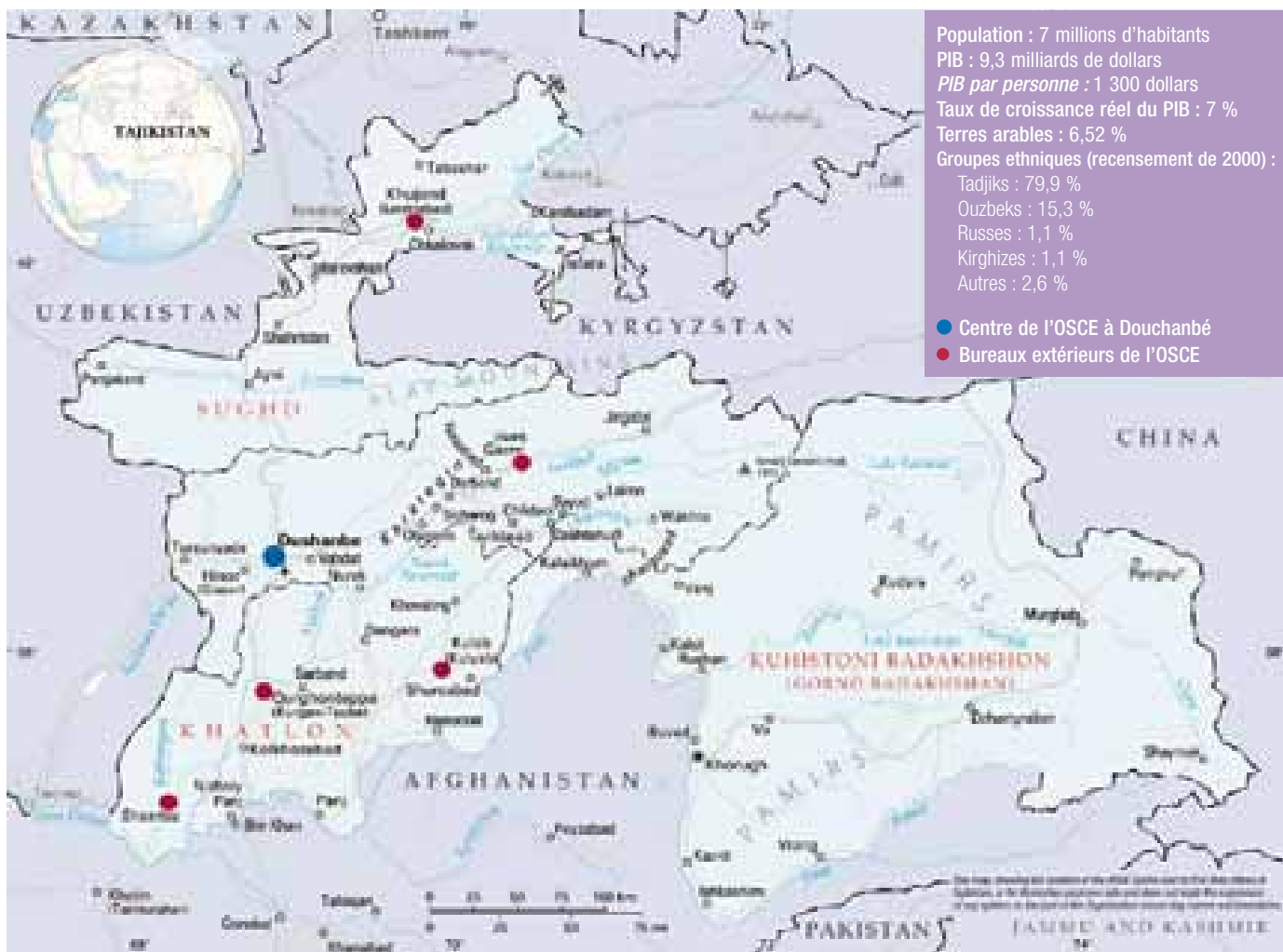
Azerbaïdjan	: 693
Bielorussie	: 870
Kazakhstan	: 623
Kirghizistan	: 3 750
Ex-République yougoslave de Macédoine	: 77
Moldavie	: 170
Ouzbékistan	: 2 950
Serbie	: 78
Tadjikistan	: 3 100
Turkménistan	: 1 700

Partenaires de l'OSCE pour la coopération

Afghanistan	: 1 960
Mongolie	: 1 693

Source principale : CNUCED

République du Tadjikistan



Centre de l'OSCE à Douchanbé

La présence de l'OSCE au Tadjikistan est l'opération la plus ancienne de l'Organisation et la plus importante en termes d'effectifs en Asie centrale.

12 Zikrullo Khojaev Street
 734017 Dushanbe
 Tadjikistan
www.osce.org/tajikistan



Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

www.osce.org
www.osce.org/publications
Courriel : osce-magazine-at@osce.org

O	S	C	E
M	A	G	A
Z	I	N	E